



MAFAP SPAANA

Monitoring African Food and Agricultural Policies
Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique

ANALYSE DES INCITATIONS ET PENALISATIONS POUR L'OIGNON AU BURKINA FASO

OCTOBRE 2012



Cette note est produite par le projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA).

Il s'agit d'un document technique destiné principalement à un usage interne qui sera éventuellement utilisé pour produire le rapport national du projet SPAAA. Cette note technique sera mise à jour au fur et à mesure que de nouvelles données deviennent disponibles.

Le projet SPAAA est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec la collaboration de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des partenaires nationaux dans les pays participants.

Ce projet est soutenu financièrement par la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la FAO.

L'analyse présentée dans ce document est le résultat des partenariats établis, dans le cadre du projet SPAAA, avec les gouvernements des pays participants et diverses institutions nationales.

Pour en savoir plus: <http://www.fao.org/mafap/accueil-du-spaaa/fr/>

Citation suggérée:

Guisso R., Cissé K., Pouya T., 2012. Analyse des incitations et pénalisations pour l'oignon au Burkina Faso. Série notes techniques, SPAAA, FAO, Rome.

© FAO 2013

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

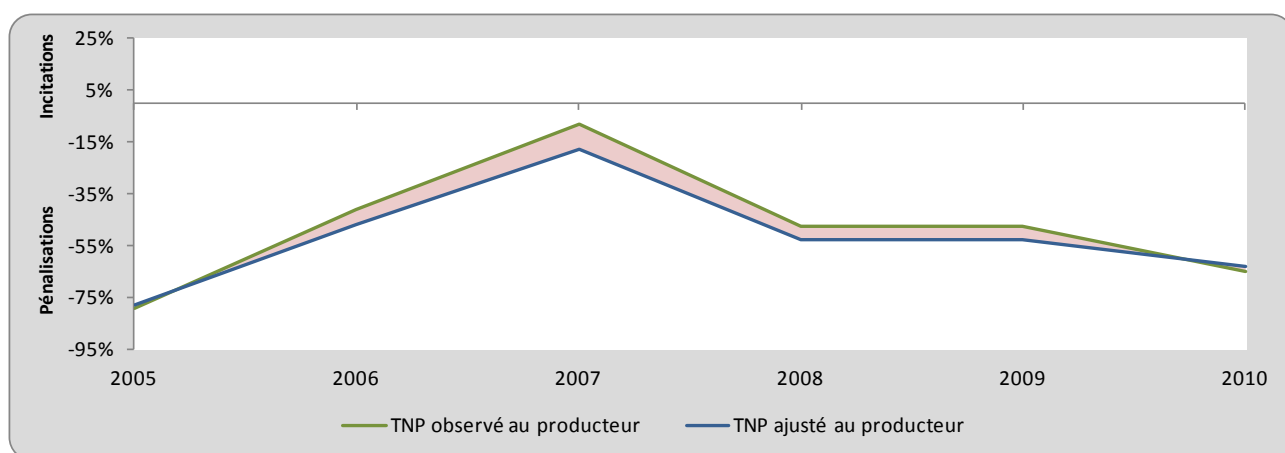
RÉSUMÉ DE LA NOTE

Produit : Oignon

Période d'analyse: 2005 – 2010

Statut d'échange : Importé en 2005 et 2010, exporté du 2006 au 2009.

- Au Burkina Faso, la production totale de l'oignon bulbe est de 242 258 tonnes soit 32,4 pour cent de la production maraîchère totale et environ 3% de la production totale.
- La grande partie de l'oignon bulbe exporté par le Burkina est destinée à la Côte d'Ivoire qui importe également d'autres pays comme le Niger et les Pays Bas.
- La législation douanière du Burkina Faso n'impose aucune mesure restrictive à la sortie telle que l'imposition des taxes à l'exportation pour les oignons et autres fruits et légumes.



- Sur la période 2005-2010, l'on constate que les producteurs ainsi que les grossistes (exportateurs et importateurs) subissent les mêmes effets en matière de mesures de politiques et sont tous pénalisés. En effet, les différents écarts de protections sont négatifs, ce qui implique que les deux types d'acteurs reçoivent des prix en deçà des prix de référence, c'est-à-dire les prix qu'ils recevraient en l'absence de toute mesure.
- Cette forte pénalisation des producteurs s'explique par le fait que la situation actuelle du marché local de l'oignon est caractérisée par un seul cycle de production de l'oignon qui s'étale de Novembre à Janvier avec des périodes de récolte qui s'arrêtent entre Mars et Avril. Cette saisonnalité dans la production de l'oignon combinée à la faiblesse des infrastructures de conservation de l'oignon, limite la disponibilité du produit tout au long de l'année.

Contents

RÉSUMÉ DE LA NOTE	3
1. OBJET DE LA NOTE	5
2. CONTEXTE DU PRODUIT	6
PRODUCTION	6
COMMERCIALISATION ET ECHANGES	9
BRÈVE DESCRIPTION DE LA COMMERCIALISATION ET TRANSFORMATION	16
DECISIONS ET MESURES POLITIQUES	19
DONNÉES NÉCESSAIRES, DESCRIPTION ET CALCUL DES INDICATEURS	21
STATUT D'ÉCHANGE DES PRODUITS	21
PRIX ETALONS	21
PRIX DOMESTIQUES	22
TAUX DE CHANGE	23
COÛTS D'ACCÈS	23
EXTERNALITÉS	26
AJUSTEMENTS QUANTITÉ ET QUALITÉ	26
VUE D'ENSEMBLE DES DONNEES	28
CALCUL DES INDICATEURS	30
ANALYSE DES INDICATEURS ET INTERPRÉTATIONS	32
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	37
MESSAGE PRINCIPAL	37
RECOMMMANDATIONS	37
LIMITATIONS	38
BESOINS EN RECHERCHE APPROFONDIE	38
BIBLIOGRAPHIE	39
ANNEXE I: METHODOLOGIE UTILISEE	40
ANNEXE II: DONNEES ET CALCULS UTILISES DANS L'ANALYSE	41

1. OBJET DE LA NOTE

Cette note technique décrit et analyse les incitations et les pénalisations sur les marchés pour l'oignon produit au Burkina Faso. Elle représente un document technique destiné à alimenter le rapport-pays SPAAA.

A cette fin, nous comparons les moyennes annuelles des prix au producteur et au marché de gros avec les prix de référence calculés sur la base du prix du même produit sur le marché international (sous-régional dans le cas de cette note). Les écarts entre les prix de référence et les prix le long de la filière indiquent dans quelle mesure les incitations (écarts positifs) ou les pénalisations (écarts négatifs) existent au niveau de la ferme et du marché de gros. Le taux nominal de protection (TNP) permet d'exprimer ces écarts en termes relatifs. Ces indicateurs clés sont utilisés afin de mettre en évidence les effets des politiques et des écarts de développement des marchés sur les prix.

La note commence par un bref examen de la production, la consommation, du commerce et des décisions de politiques et mesures affectant le marché du produit. Elle fournit ensuite une description détaillée de la façon dont les éléments clés pour l'analyse des prix ont été obtenus. Les indicateurs SPAAA sont ensuite calculés avec ces données et interprétés par une mise en relation avec les politiques existantes et les caractéristiques du marché. L'analyse effectuée est spécifique au produit et au pays et couvre la période 2005-2010. Les indicateurs ont été calculés en utilisant les données disponibles provenant de différentes sources pour cette période et sont décrits dans le Chapitre 3.

Les résultats de cette analyse sont destinés aux acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires. Ils peuvent aussi servir d'ingrédient pour un dialogue politique fondé sur des faits au niveau national ou régional.

Cette note technique ne doit pas être interprétée comme une analyse de la filière ou une description détaillée de la production, de la consommation ou de la structure des échanges. Toutes les informations relatives à ces domaines sont présentées uniquement dans le but de fournir des éléments de contexte sur le produit étudié, d'aider à comprendre les grandes tendances et de faciliter l'interprétation des indicateurs.

Toutes les informations sont préliminaires et susceptibles d'être examinées à nouveau avant toute validation.

2. CONTEXTE DU PRODUIT

L'oignon est un légume qui présente un avantage certain du point de vue conservation par rapport autres légumes (chou, tomate, aubergine, etc.). De plus sa manutention est plus aisée que les autres légumes précités. Dans le principe, sa mise en marché ne devrait pas poser de problèmes dans la mesure où son stockage adapté permet de réguler sa présence sur le marché.

Dans notre pays, le Burkina Faso la contrainte majeure qui ne permet pas d'actionner sur ce mécanisme est l'insuffisance de ressources financières pour bâtir des infrastructures de conservation adéquates devant contribuer à la valorisation de notre oignon.

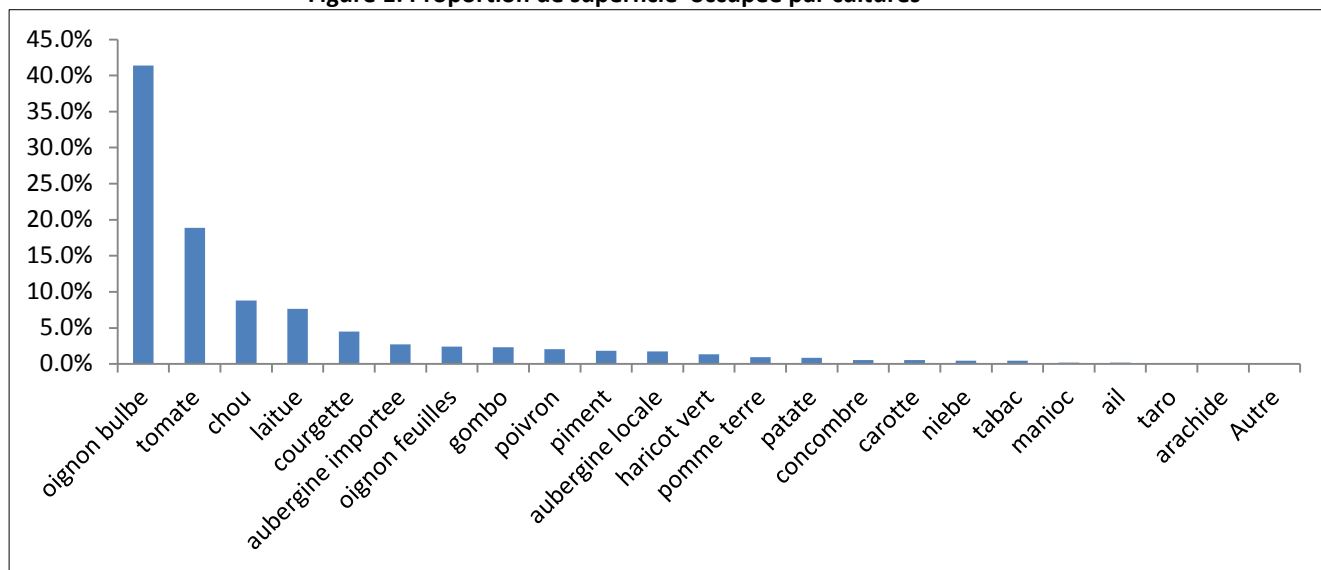
Aujourd'hui et plus qu'avant, la sous filière oignon s'affirme comme un important secteur de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté. C'est un secteur de production qui crée de nombreux emplois en milieu rural pendant la saison sèche et génère de revenus substantiels pour les jeunes et les femmes qui assurent la commercialisation de l'essentiel de la production. En 2006, selon le recensement général de l'agriculture première phase, 7 pour cent des 1 44 4 495 ménages agricoles pratiquent la culture d'oignon en saison sèche contre 2.7 pour cent en saison pluvieuse. La région du Centre Ouest est la région où l'activité est la plus répandue (14 pour cent des ménages agricoles).

Pour le Burkina Faso pays enclavé et essentiellement agricole, le développement de la production de l'oignon représente un grand espoir pour l'emploi, la réduction de la migration et la réduction de la pauvreté en milieu rural. L'analyse des incitations et pénalisations du SPAAA permettra de voir si les différentes politiques de soutien à la filière sont réellement protectrices.

PRODUCTION

Le maraîchage est pratiqué dans toutes les régions du Burkina. En 2008, on comptait environ 4 844 sites maraîchers (DGPER, 2010). Selon la même source, le maraîchage est pratiqué surtout en saison sèche sur plus de 27 661 ha exploitées et près de vingt-deux (22) spéculations produites. Une répartition des superficies et des productions entre les spéculations donne une prédominance de l'oignon bulbe. Ainsi, 11 449 ha soit 41,4 pour cent des superficies sont exploité en oignon bulbe (RGA, 2010). Le graphique suivant donne par ordre d'importance la part de superficie occupée par chaque spéculation.

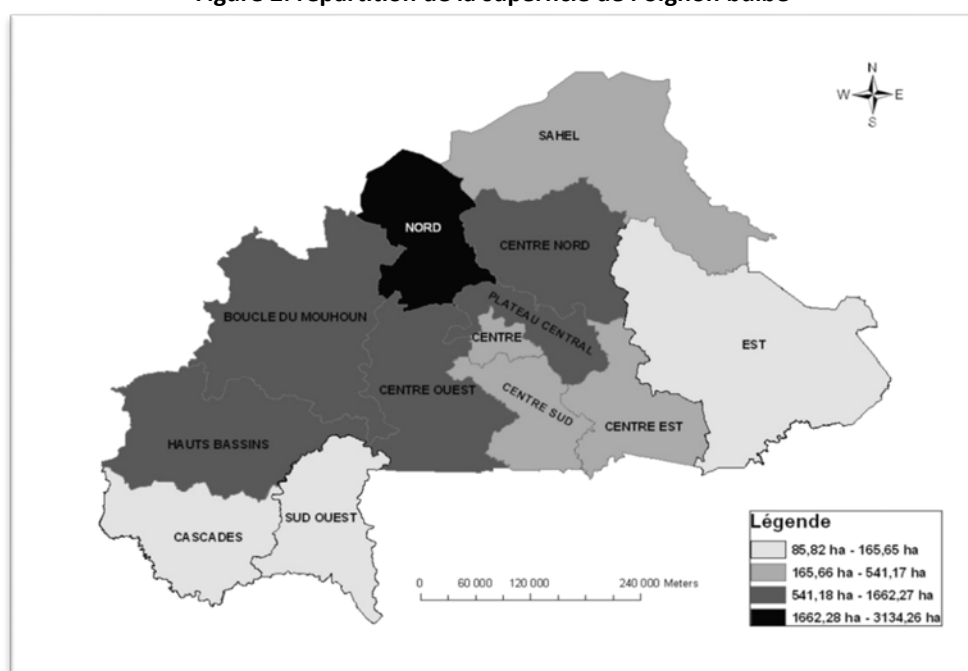
Figure 1: Proportion de superficie occupée par cultures



Source: (RGA, 2010)

Les cinq régions ayant les plus grandes superficies sont: le nord (3 134 ha), le entre-ouest (1 662 ha), les Hauts bassins (1 423 ha), le centre-nord (1 165 ha) et la Boucle du Mouhoun (1 039 ha).

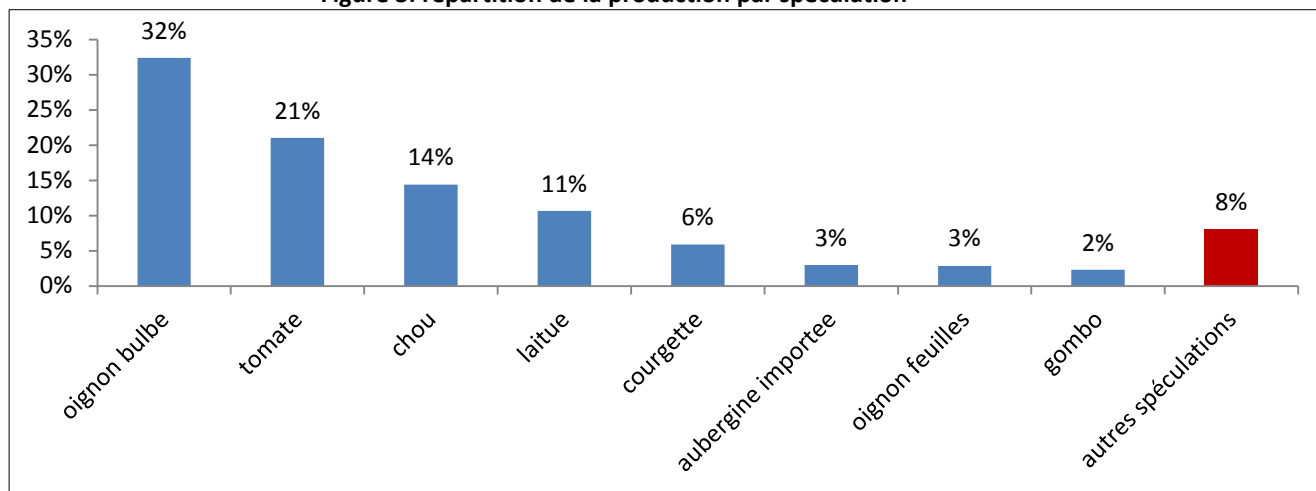
Figure 2: répartition de la superficie de l'oignon bulbe



Source: (RGA, 2010)

La production maraîchères totale est évaluée à 747 488 tonnes, répartie entre les différentes spéculations. Le graphique suivant montre la répartition de la production entre les spéculations.

Figure 3: répartition de la production par spéculation

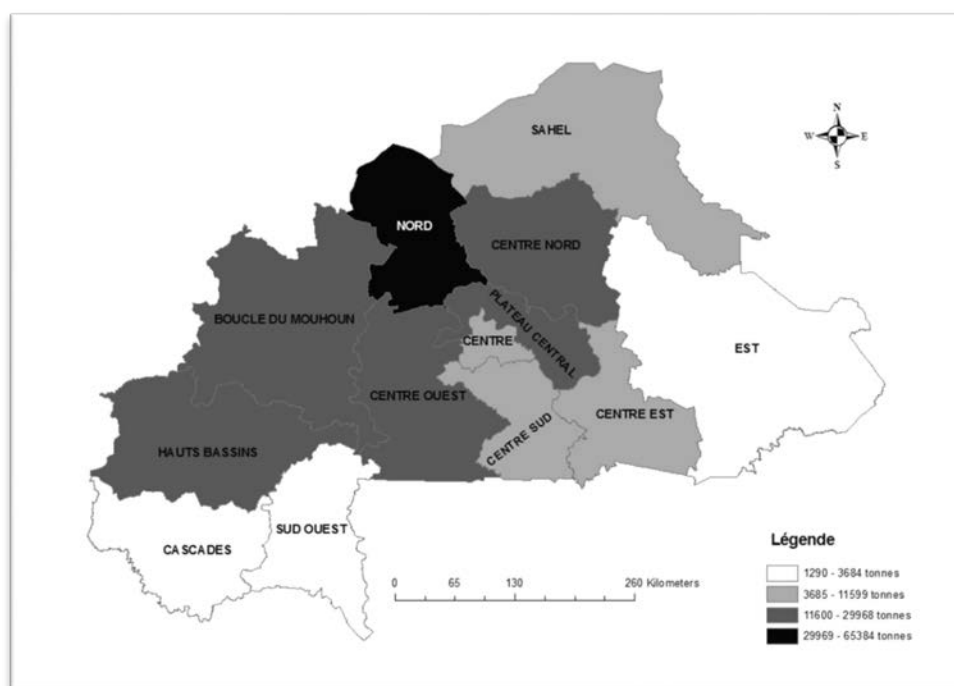


Source: (RGA, 2010)

Comme le montre le graphique, huit spéculations sur les 22 contribuent pour 92 pour cent à la production maraîchère.

Au Burkina Faso, la production totale de l'oignon bulbe est de 242 258 tonnes soit 32,4 pour cent de la production maraîchère totale et 3% de la production agricole totale. Cette production est inégalement répartie entre les régions. Ainsi six régions contribuent pour 80 pour cent à la production nationale: le Nord (65 384 tonnes), les Hauts-Bassins (29 968 tonnes), la Boucle du Mouhoun (27 049 tonnes), le Centre-Ouest (26 725 tonnes), le Plateau Central (22 538 tonnes) et le centre-nord (21 696 tonnes).

Figure 4 : Répartition de la production de l'oignon bulbe par région



Source: (RGA, 2010)

Ces dernières années, la production nationale d'oignon a considérablement augmentée. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la production d'oignon au cours des grandes enquêtes maraichères (EMA). En effet, on note un accroissement spectaculaire de l'ordre de 341% de la production d'oignon entre 2005 et 2008.

Tableau 1: Evolution de la production d'oignon au Burkina Faso

Année	2003	2005	2008
Production (T)	31 637	54 959	242 258
Superficie (ha)	1 692	3 681	11 449
Quantités vendues (T)	28 352	50 369	180 482
Rendement (T/ha)	19	15	21

Source: DGPER, EMA2003 et 2005, RGA 2005-2010

La production de 2009 a été estimée par projection (DGPER, 2010) à 274 236 tonnes, celle de 2010 à 310 436 tonne. La production entre 2003 et 2010 a été multipliée par 10.

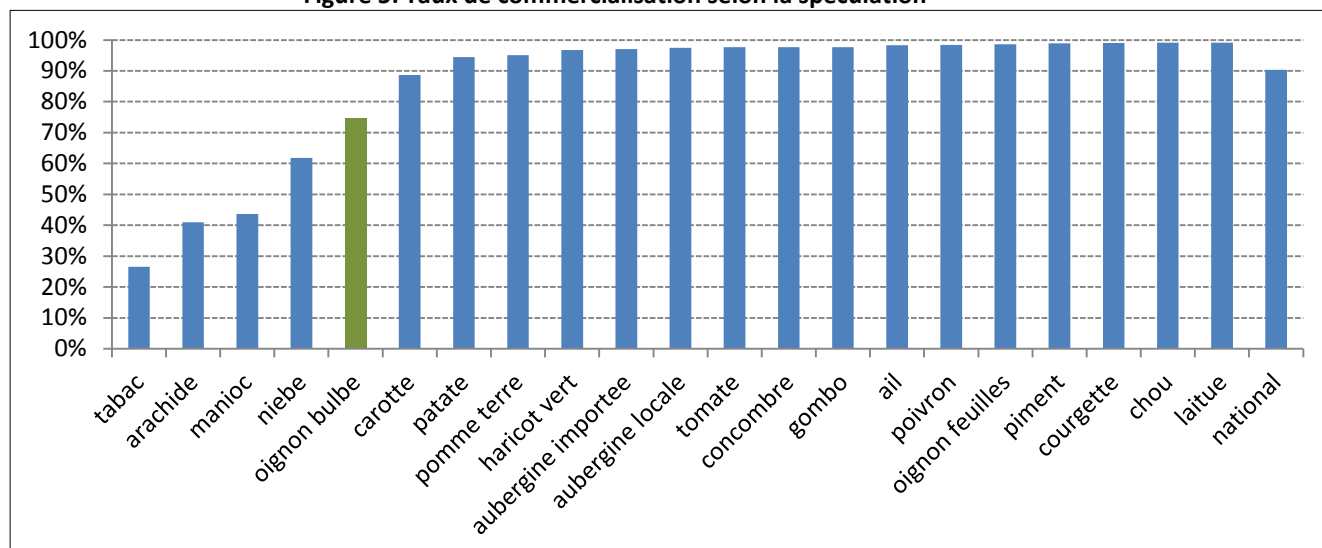
COMMERCIALISATION ET ECHANGES

En matière de commercialisation ou d'échanges, on distingue les échanges à l'intérieur du pays et les échanges entre le pays et le reste du monde.

Echanges internes

Le taux de commercialisation de l'oignon bulbe est de 74,5 pour cent (DGPER, 2010). Le taux de commercialisation est obtenu en faisant le rapport entre la quantité vendue et la quantité produite au niveau des producteurs. Il permet de mesurer la part de la production destinée à la vente, la production maraichère étant une source de revenus monétaires pour les producteurs.

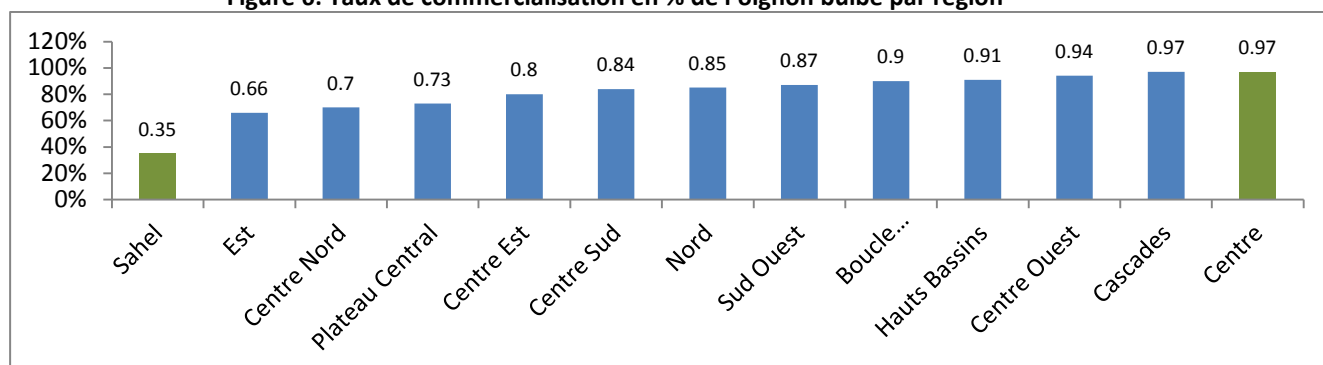
Figure 5: Taux de commercialisation selon la spéculation



Source: (RGA, 2010)

Dans toutes les différentes régions, l'oignon bulbe est très commercialisé avec des taux de commercialisation variant de 35 pour cent dans la région du Sahel à 96,5 pour cent au Centre (DGPER, 2010).

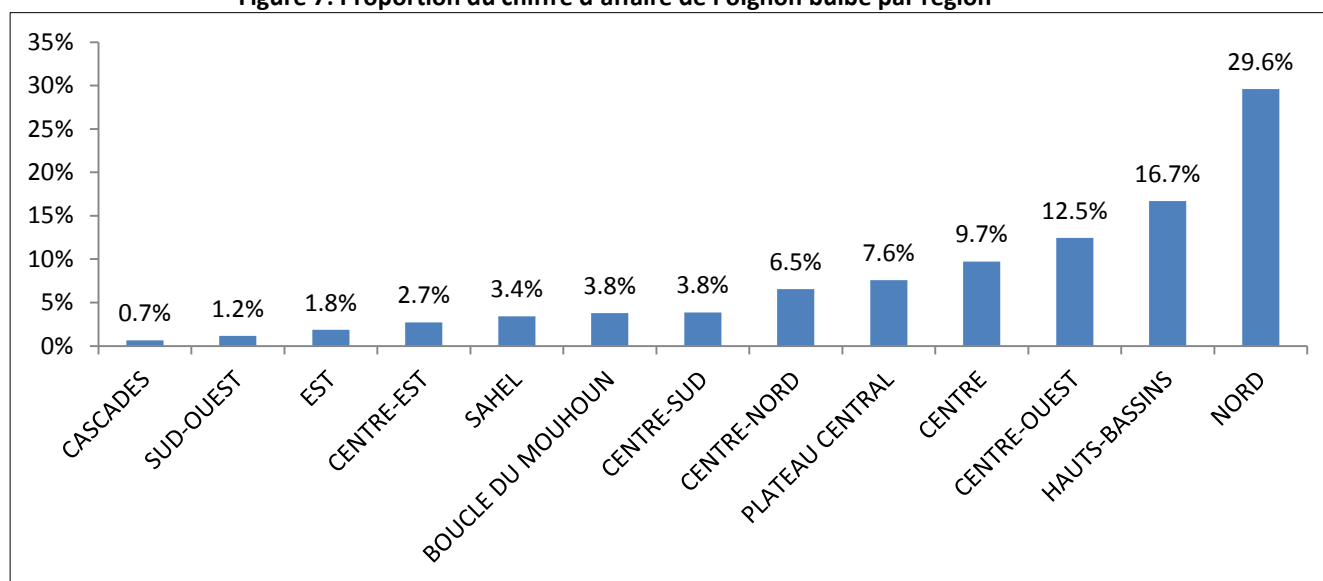
Figure 6: Taux de commercialisation en % de l'oignon bulbe par région



Source: (RGA, 2010)

Au niveau national le chiffre d'affaire total de l'oignon bulbe est d'environ 24,87milliards FCFA soit 30 pour cent de la valeur totale des ventes. Le nord détient près de 30 pour cent du chiffre d'affaire de l'oignon bulbe. La région des cascades par contre ne détient que moins d'un pour cent.

Figure 7: Proportion du chiffre d'affaire de l'oignon bulbe par région



Source: (RGA, 2010)

Les prix moyens au producteur de l'oignon bulbe présentent de très grandes disparités d'une région à l'autre. En effet, le prix moyen de l'oignon bulbe varie de 107 FCFA/kg dans le Centre Nord à 216 FCFA/kg au centre (DGPER, 2010).

Tableau 2: Prix moyen au kilogramme des spéculations

	oignon bulbe	chou	tomate	laitue
Boucle du mouhoun	136	69	93	170
Cascades	134	52	89	69
Centre	216	207	141	72
Centre-Est	104	127	126	95
Centre-Nord	107	103	102	167
Centre-Ouest	124	137	104	107
Centre-Sud	131	202	83	75
Est	189	85	86	208
Hauts-Bassins	152	74	133	131
Nord	133	79	132	92
Plateau Central	115	169	131	245
Sahel	212	125	139	253
Sud-Ouest	165	139	140	261

Source: (RGA, 2010)

Le chiffre d'affaire entre 2005 et 2008 multiplier de près de sept montrant une forte évolution de la production et des prix. Ces données sont issues des grandes enquêtes agricoles dans le maraichage de 2003, 2005 et 2008. Il est à noter que depuis le RGA 2008, il est mis en place un système permanente d'enquête maraichères mais jusque-là les données (2009, 2010, 2011) ne sont pas disponibles. La part commercialisée de la production est de 92% et de 74% respectivement pour les années 2005 et 2008. Cette baisse apparente de la part relative de la production effectivement vendue s'explique en grande partie par une propension plus élevée des producteurs à spéculer en stockant l'oignon du fait de sa grande disponibilité pour le vendre ultérieurement, à une période où les prix sont plus intéressants¹.

Tableau 3: Evolution du chiffre d'affaire, du taux de commercialisation et du prix moyen national de l'oignon entre 2003, 2005 et 2008

Année	2003	2005	2008
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	3 158	4 379	24 870
Taux de commercialisation	90%	92%	75%
Prix producteur (FCFA/kg)	132	87	141 *

Source: DGPER, EMA2003 et 2005, RGA 2005-2010

*le prix de 141 représente le prix moyen national de l'oignon. Dans la suite des calculs, le prix moyen (108FCFA/kg) dans la zone de production (Réo) a été utilisé conformément à la méthodologie SPAAA.

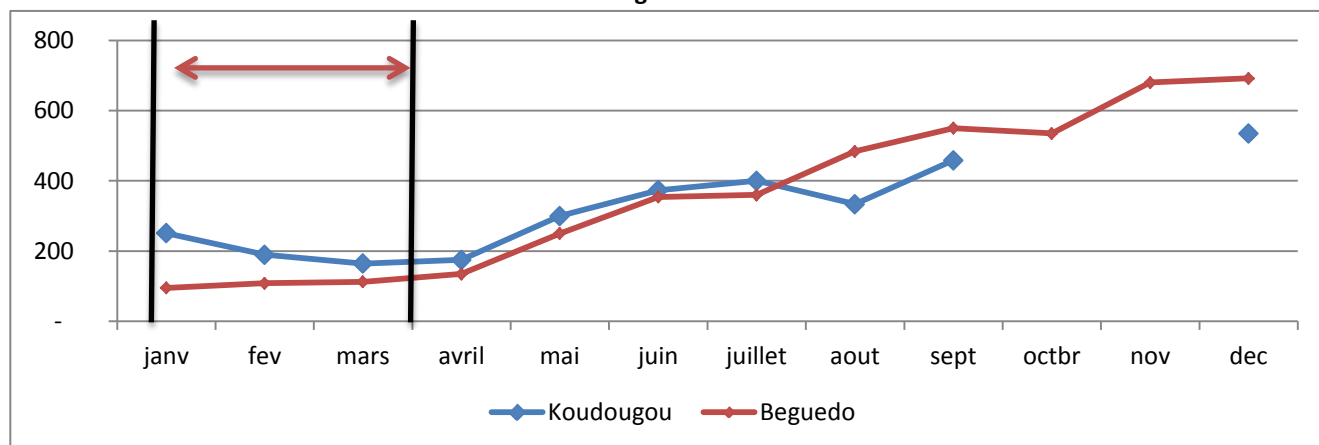
Les fluctuations de l'offre de l'oignon au cours de l'année provoquent de fortes variations des prix. Les prix sont au plus haut, de juillet à décembre, pour diminuer par la suite et atteindre leur plancher, en avril ou mai. Par la suite, ils reprennent leur cycle ascendant jusqu'à la fin de l'année.

La figure ci-dessous montre l'évolution des prix du kg d'oignon dans deux grands marchés d'oignon au Burkina au cours de l'année 2010. Le marché de gros de Koudougou a été identifié comme marché de gros. Selon l'enquête ATP 2010, la commercialisation s'étale principalement sur la période janvier

¹ Il est important de noter que la collecte des cultures maraichères s'étale sur la période allant de Décembre à Mai de l'année suivante et les ventes concernent la quantité effectivement vendue sur la période.

à mars qui a été identifiée comme période de référence de l'étude. Il faut noter que pour les autres mois, les quantités sont insignifiantes et calculer un prix moyen simple augmente le prix. Ainsi le prix moyen sur le marché de Koudougou pour le période Janvier – Mars en 2010 s'établit à 201,542FCFA/kg contre un prix producteur de 108FCFA en 2008 selon le RGA.

Figure 8: Evolution des prix mensuels moyen du kg d'oignon sur le marché local² de Beguedo et de Koudougou



Source: enquête projet ATP, 2010

Pour le calcul du prix annuel, il on procède de la façon suivante:

$$P = \frac{\sum_{i=1}^{12} p_i * q_i}{\sum_{i=1}^{12} q_i}$$

Avec p_i le prix mensuel et q_i le poids de la quantité du mois i .

Or à partir du troisième mois, les quantités sont insignifiantes bien que les prix soient élevés.

Le prix devient:

$$P = \frac{\sum_{i=1}^3 p_i * q_i}{\sum_{i=1}^3 q_i}$$

En donnant la même pondération aux trois mois où le commerce est très intense le prix demeure une moyenne simple comme calculé dans notre cas.

Echanges extérieurs

Le Burkina Faso exporte de petites quantités d'oignons vers la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

La grande partie de l'oignon bulbe exporté par le Burkina est destinée à la Côte d'Ivoire qui importe également d'autres pays comme le Niger et les Pays Bas. Dans le cadre de notre analyse SPAAA nous comparons l'oignon du Burkina aux oignons importés d'autres pays, notamment le Niger. Le principal point de compétition de ces biens est le marché de gros d'Abidjan (marché d'Adjamé). L'oignon principalement exporté par le Burkina est le Violet de Galmi donc la comparaison se fera avec la même variété exportée par le Niger.

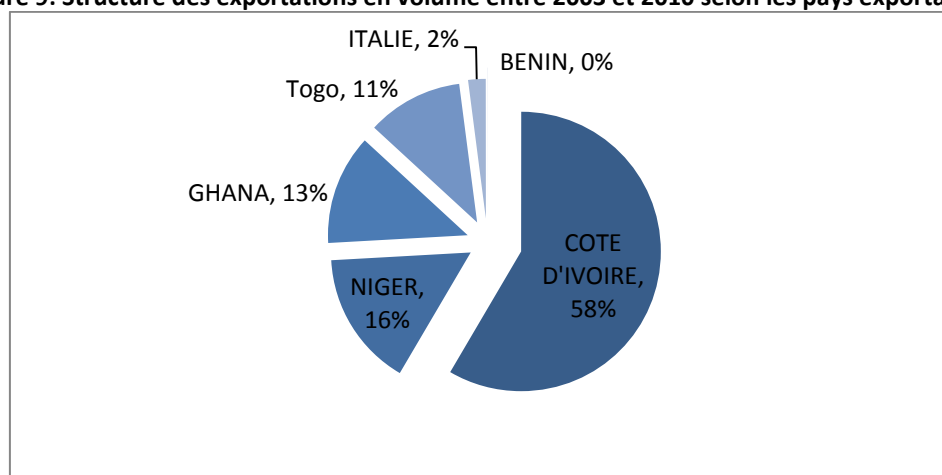
² Il s'agit des marchés de gros.

La qualité des produits est un facteur important dans le choix de l'oignon. Selon les grossistes ivoiriens, les nigériens ont une meilleure maîtrise de la production et des techniques de vente de l'oignon, aux burkinabè. Ils arrivent à produire des oignons qui résistent beaucoup à la chaleur, d'où un faible taux de pourrissement. Ils ont aussi une parfaite maîtrise des techniques de conservation, si bien que même en hivernage, il est possible de s'approvisionner sans difficulté en oignon au Niger. Selon l'étude de la SOCOMAD l'oignon burkinabè et l'oignon nigérien sont commercialisés au même prix sur le marché d'Abidjan. Il n'y a pas de transformation dans la chaîne de commercialisation de l'oignon.

Au niveau des importations, du fait que la production couvre en grande partie, la demande domestique, le Burkina Faso achète une quantité d'oignon qui varie entre 2 et 2 227 tonnes par an sur la période 2003-2010. L'oignon est importé au Burkina Faso, essentiellement pendant les périodes de soudure, soit de novembre à février et concerne, pour le Niger notamment, la variété violet de Galmi qui est très appréciée des consommateurs burkinabè.

Lorsque l'on cumule les exportations d'oignons entre 2003 et 2010, la Côte d'Ivoire est le principal partenaire occupant 58 pour cent des volumes totaux exportés, suivi du Niger 16 pour cent, le Ghana 13 pour cent, le Togo 11 pour cent, l'Italie 2 pour cent et le Bénin moins de 1 pour cent.

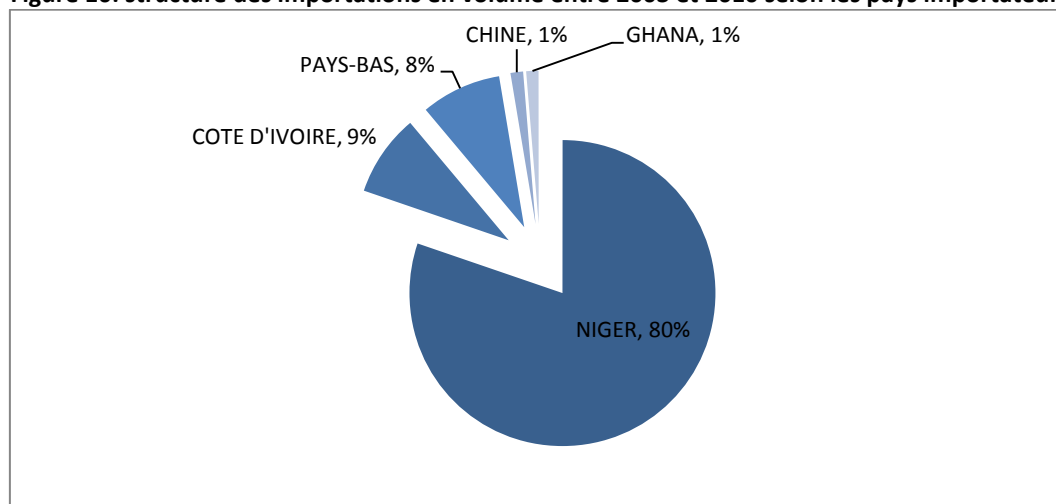
Figure 9: Structure des exportations en volume entre 2003 et 2010 selon les pays exportateurs



Source: ONAC

Quant aux importations sur la période 2003-2010, le NIGER a été le principal partenaire du Burkina avec près de 80 pour cent des volumes totaux, il est suivi de la Côte d'Ivoire, des Pays Bas, de la Chine et du Ghana.

Figure 10: structure des importations en volume entre 2003 et 2010 selon les pays importateurs



Source: ONAC 2010

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des importations d'oignon par le Burkina Faso depuis 2003 en valeur et en volume.

Tableau 4 : Evolution des importations d'oignon au Burkina Faso

Importation	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Quantités en T	2	344	1 938	693	980	237	354	2 227
Valeurs en (1000 FCFA)	400	19 543	92 003	31 440	54 217	10 188	37 854	69 806

Source: ONAC

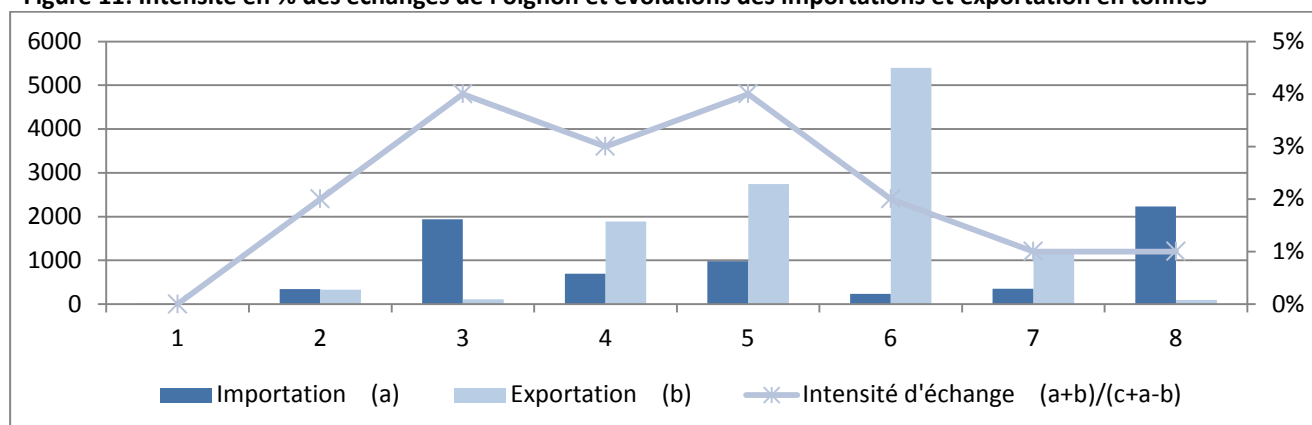
Par ailleurs, pendant les périodes de forte production de Janvier à Mars, le Burkina exporte aussi des bulbes d'oignon vers les pays voisins. Ces quantités sont négligeables par rapport au volume commercialisé dans la sous-région (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin, Niger).

Tableau 5 : Exportation d'oignon du Burkina Faso

Exportation	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Quantités en T	-	333	112	1 886	2 741	5 400	1 200	98
Valeurs en (1000 FCFA)	-	15 720	6 378	88 161	142 655	316 101	56 530	12 974

Source: ONAC

Figure 11: Intensité en % des échanges de l'oignon et évolutions des importations et exportation en tonnes



Source: ONAC et DGPER 2010

Sur la période d'étude 2005-2010, l'évolution de l'intensité de commercialisation montre que le Burkina Faso a été un importateur net en 2005 et 2010. Par contre, il a été exportateur net sur la période 2006-2009.

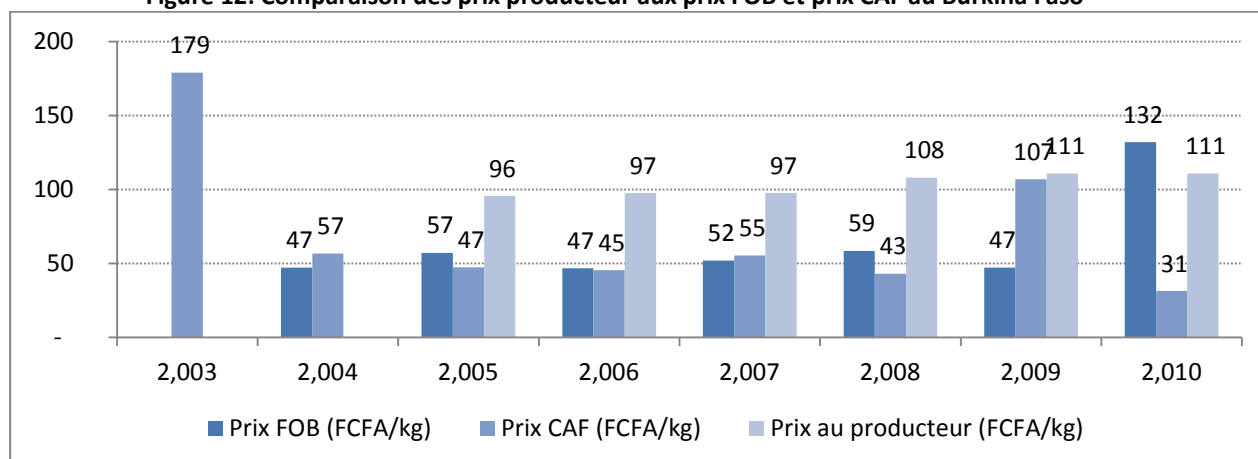
Tableau 6: Evolution en % de l'intensité d'échange de l'oignon bulbe entre 2003 et 2010

Statut	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Importation (a)	2	344	1 938	693	980	237	354	2 227
Exportation (b)	0	333	112	1 886	2 741	5 400	1 200	98
Production (c)	28 352	39 198	54 959	75 984	105 051	242 258	274 236	310 436
Intensité d'échange (a+b)/(c+a-b)	0%	2%	4%	3%	4%	2%	1%	1%

Source: ONAC et DGPER 2010

Une analyse comparative des prix CAF, FOB et prix au producteur montre une limite quant à l'utilisation du prix CAF et FOB déduit entre les valeurs et les volumes en douane. En effet, le prix au producteur est largement supérieur aux prix CAF ou FOB. De même selon le rapport de la Conférence régionale d'échanges sur la dynamique des marchés en Afrique de l'Ouest : l'exemple du sésame et de l'oignon, les coûts de production de l'oignon du Niger, Burkina et Sénégal sont respectivement de 68,6, 54, 5 et 162,2 FCFA/kg, avec des rendements respectifs de 56, 16 et 23 tonnes/ha (INRAN, 2009). Or les données du commerce extérieur donnent des prix FOB largement faibles. Ces incohérences proviennent du fait du système fiscal qui est déclaratif et d'une sous-estimation des exportateurs au niveau des différents postes de douanes. Ce constat nous a amené à utiliser d'autres sources (enquêtes ATP, 2010) pour estimer les prix de références.

Figure 12: Comparaison des prix producteur aux prix FOB et prix CAF au Burkina Faso



Source: ONAC et DGPER 2010

BRÈVE DESCRIPTION DE LA COMMERCIALISATION ET TRANSFORMATION

Au niveau national, la dynamique a beaucoup évoluée et on note depuis 2011 l'existence de l'interprofession oignon. On note trois niveaux d'organisation des producteurs. Il s'agit: des producteurs individuels ou privés, des groupements pré coopératifs et des coopératives. En outre, d'autres structures interviennent indirectement, dans l'organisation de la filière par la distribution, le transport ou par l'apport financier, par l'appui technique et la recherche. Au niveau sous régional, la filière oignon s'intègre dans une dynamique régionale par sa participation à l'Observatoire régional d'oignon de l'ouest et du centre (ORO-AOC).

Dans la chaîne de valeur de l'oignon, on distingue comme acteurs l'Etat, les producteurs, les commerçants et les transformateurs.

L'Etat

L'Etat intervient à travers le Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique pour la mise à disposition des producteurs des semences, des engrais, des produits de traitements (subventions) et de l'encadrement. Des foires sont organisées depuis 2008 avec la création de la Direction de l'organisation des marchés produits agricoles pour la promotion de produits agricoles y compris l'oignon. En 2010, aux journées de programmation de la campagne agricole, le ministère s'est engagé à la structuration des filières agricoles y compris la filière oignon. Des formations étaient prévues, 1 365 producteurs devraient être formés contre 1 075 productrices dans ce sens. La limite de ces informations est que l'on n'a pas pu disposer des rapports bilans afin de confirmer les réalisations de ces prévisions.

Les fournisseurs d'intrants

L'approvisionnement en intrants agricoles pour la culture de l'oignon est constitué des semences, des engrais, des produits phytosanitaires, des petits matériels (daba, râteau, arrosoir, brouette, etc.) et des moyens d'exhaure selon le rapport sur « l'analyse des chaînes de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales: bétail/viande, volaille, oignon et mangue » (PAFASP, 2010).

Selon cette même source, la plupart des fournisseurs d'intrants agricoles sont de simples commerçants n'ayant aucune formation de base sur les intrants agricoles (normes, qualité,

utilisation, mesures de sécurité etc.). Dans la zone d'enquête, le premier problème des producteurs est le problème d'accès au financement (50 pour cent), 37.5 pour cent évoquent le prix élevé des intrants et 37.5 pour cent évoquent que les intrants sont de mauvaise qualité.

Le petit matériel (daba, râteau, pioche, pic, arrosoir, brouette) est généralement disponible. On note un début d'organisation de ce maillon de la filière avec AGRODIA (Association des grossistes et détaillants d'intrants agricoles) et surtout de COCIMA (Coopérative de commercialisation d'intrants et de matériels agricoles) regroupant 22 boutiques d'intrants et de location de matériels dont 20 sont dans la zone du PAFASP. Les membres de cette coopérative bénéficient de formations et d'assistance technique de la part de l'IFDC (Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole).

Les producteurs individuels ou privés

Ce sont des opérateurs privés qui ont investis dans l'irrigation privée sur des superficies pouvant aller à plus d'un hectare. Ils utilisent la main-d'œuvre familiale et/ou des ouvriers agricoles pour l'exploitation de leur périmètre. Ce type de producteurs obtient généralement de meilleurs résultats, à travers une gestion rigoureuse. Pour le financement de leurs activités, ces opérateurs font généralement, recours aux crédits des banques, du Système Financier Décentralisé (SFD) et des sociétés agréées d'intrants. Ils maîtrisent relativement, le marché, à travers des initiatives personnelles de prospection et de recherche de marché. La gestion des exploitations est meilleure en termes de choix de spéculations, de production, en fonction du marché et d'investissement judicieux et productifs.

Les producteurs organisés en groupement pré coopératif

Les groupements sont plus nombreux et sont disséminés dans toutes les régions. Dans cette catégorie, se retrouvent les jeunes producteurs et les femmes. On les rencontre autour des plans d'eau ou sur des périmètres aménagés avec des puisards. L'irrigation se fait à l'arrosoir ou avec la pompe NAFA dans les bas-fonds ou avec des motopompes pour ceux disposant de moyennes exploitations et d'une nappe importante.

Les producteurs organisés en société et coopératives

Ce sont généralement, des structures mises en place, dans le cadre de l'installation des producteurs sur les grands périmètres aménagés par l'Etat, projets ou ONG (cas de la SOCOMAD3 de la vallée du Sourou, de la plaine aménagée de Douna, URCOMAYA etc.). L'exploitation est de type communautaire. Les membres exploitent entre 0,25 ha et 2 ha. Les approvisionnements et la commercialisation se font, de façon groupée. Ces organisations procèdent souvent à la fixation du prix producteur de l'oignon tenant compte du coût de production; du cours du prix dans le marché locale ; de la conjoncture sociale dépendant des besoins alimentaires des producteurs⁴.

³ Société Coopérative Agricole et Maraîchère de Dèbè

⁴ Étude de renforcement et de restructuration du circuit de commercialisation de l'oignon produit dans la plaine aménagée du Sourou sur le marché intérieur du Burkina et sur le marché extérieur dans la sous région (Togo, Ghana et Côte d'Ivoire ».

SOCOMAD pour la campagne 2006-2007 a obtenu un financement de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) de l'ordre de 118 000 000 FCFA pour la campagne sèche et 50 000 000 F CFA pour la campagne humide. Ce financement qui couvre l'achat des semences, des engrais, de produits de traitement, achat de sacs d'emballage, du carburant et des pièces de rechange des centrales de pompage. Il est obtenu à un taux raisonnable de 12 pour cent remboursable après 7 mois c'est-à-dire en une campagne et une seule échéance.

L'organisation des commerçants

Les commerçants regroupent principalement, les exportateurs (grossistes qui sont basé dans les grandes villes⁵), les importateurs, les détaillants de l'oignon, les négociants et autres intermédiaires, les distributeurs d'intrants agricoles. Toutefois, certains acteurs interviennent aussi bien dans la production que dans la commercialisation. Les statistiques disponibles ne nous permettent pas de faire le point de l'organisation de ces acteurs. Néanmoins partant des études antérieures on note que les femmes jouent un grand rôle dans la commercialisation de l'oignon. Elles se rendent sur le site de production pour acheter l'oignon qu'elles commercialisent ensuite sur les marchés de consommation. Il existe souvent des partenariats entre les organisations de producteurs ou de commerçants et les importateurs généralement regroupés en organisation⁶.

L'organisation des transporteurs

Les transporteurs sont constitués des opérateurs qui exercent dans le secteur du transport. Bon nombre de transporteurs interviennent de manière occasionnelle, et selon les opportunités qui leur sont offertes. Il n'existe donc, pas de regroupement de transporteurs spécifiquement destinés au transport des oignons. Il existe des grands exportateurs qui disposent de leur propre camion pour l'exportation de l'oignon.

La chaîne de la commercialisation de l'oignon comprend les principaux acteurs suivants:

Les producteurs s'approvisionnent auprès des fournisseurs en intrants (semences, pesticides, etc.) et en équipement agricole. Ils produisent et vendent. Une partie de leur production est transportée sur les marchés locaux auprès des commerçants grossiste qui exportent une petite quantité dans les pays de la sous-région (moins de 3 pour cent de la production nationale, (PAFASP, 2010)). Une faible partie de la production est achetée par les transformateurs pour des activités de séchage notamment, dont les produits sont vendus aux commerçants et aux consommateurs directement. L'exportation est assurée en grande partie, par les commerçants burkinabé mais certaines productions sont vendues directement aux acheteurs étrangers venus essentiellement, de la Côte-d'Ivoire, du Ghana et du Togo.

Au niveau national, la dynamique a beaucoup évoluée et on note depuis 2011 l'existence de l'interprofession oignon. On note trois niveaux d'organisation des producteurs. Il s'agit: des producteurs individuels ou privés, des groupements pré coopératifs et des coopératives.

En outre, d'autres structures interviennent indirectement, dans l'organisation de la filière par la distribution, le transport ou par l'apport financier, par l'appui technique et la recherche. Au niveau

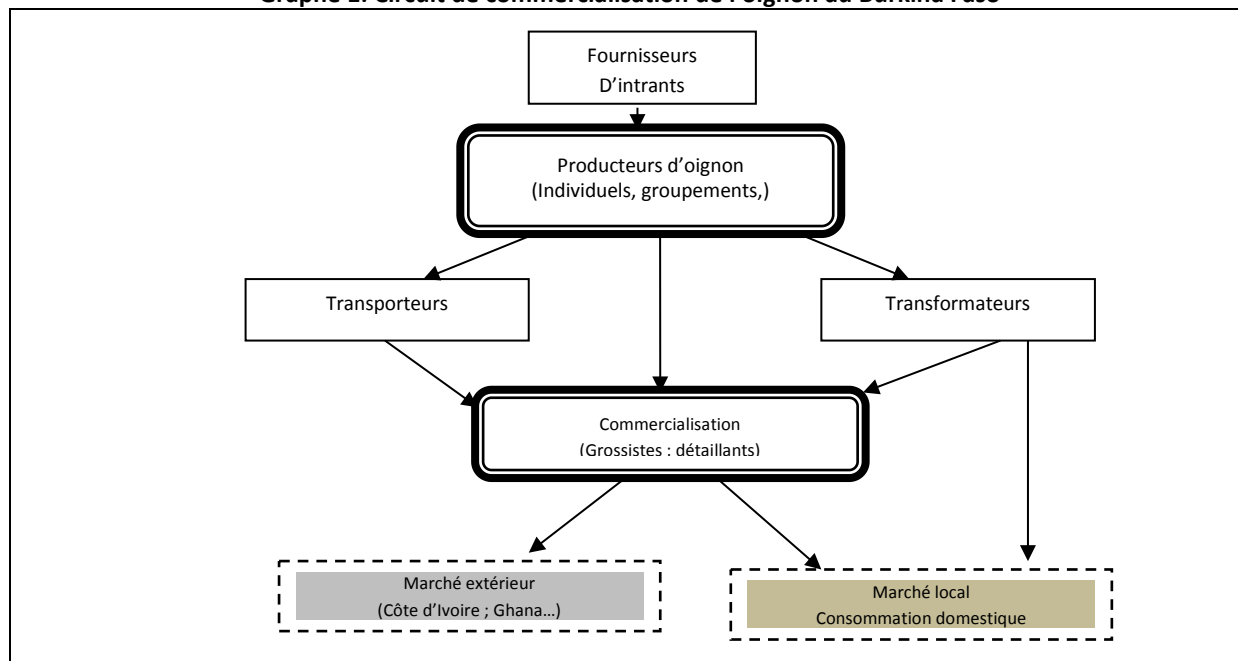
⁵ Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Ouahigouya.

⁶ Cas de COCO-Oignon (coopérative de commerçants d'oignon) de la Côte d'Ivoire.

sous régional, la filière oignon s'intègre dans une dynamique régionale par sa participation à l'Observatoire régionale d'oignon de l'ouest et du centre (ORO-AOC).

Le circuit de commercialisation de l'oignon burkinabé est schématisé par le graphique suivant.

Graphe 1: Circuit de commercialisation de l'oignon au Burkina Faso



DECISIONS ET MESURES POLITIQUES

Les décisions et mesures de politiques restent encore embryonnaires au niveau de la filière oignon. Selon l'étude sur « l'analyse des chaînes de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales: bétail/viande, volaille, oignon et mangue » (PAFASP, 2010), le cadre juridique et institutionnel est caractérisé par un ensemble de textes et une multitude d'organisations et d'intervenants. La filière oignon est en réalité, une sous-filière de la filière fruits et légumes qui est régie par une législation non spécifique. L'agriculture burkinabè en général, ne bénéficie pas d'un code des investissements à l'instar du Maroc, de la Côte d'Ivoire, du Kenya ou de la Tunisie, ce qui a conduit l'étude sur le « cadre d'action pour l'investissement agricole durable » (CAIA 2010) à formuler la recommandation d'élaboration d'un code spécifique pour l'agriculture. La filière fruits et légumes est régie par des textes généraux du code du commerce, des impôts, du code des investissements, du code de la douane, de la santé publique, de la loi foncière et autres textes qui peuvent offrir néanmoins aux acteurs de la filière oignon des avantages ou des inconvénients.

Au niveau de la sécurisation foncière, le principal problème de la production de l'oignon est les superficies faibles en moyenne 0.25 ha par exploitant. L'une des raisons de cette situation a été pendant longtemps, le nombre insuffisant de périmètres aménagés ou des retenues exploitables à cette fin. La plupart des sites exploités par les différents producteurs de légumes sont les mêmes que ceux utilisés pour la production céréalière (le riz, le maïs) en saison pluvieuse. Par conséquent, dès les premières pluies, les terres sont récupérées par les propriétaires terriens qui sont les premiers occupants. Cette solution est renforcée par l'adoption de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFM/R) par décret 610 du 4/10/2007 où l'Etat marque sa volonté ferme de sécuriser ces aménagements par leur délimitation, bornage et délivrance des titres de jouissance,

tels que le bail. Il semble alors possible pour les producteurs de garantir une sécurité foncière, en se faisant attribuer des terres hydroagricoles en superficies suffisantes. Par conséquent, les producteurs d'oignon pourraient se doter d'une politique de production commerciale et prétendre à des agréments ou à des certifications de qualité.

Le droit de propriété est un élément important qui sécurise le producteur. Sa nature peut influencer de manière significative, les investissements dans l'exploitation, et partant, la production. Sa clarification et sa connaissance sont donc une des conditions de production essentielles. Les données de la situation de référence du PAFASP sur l'oignon montrent que 61,3 pour cent des producteurs sont propriétaires de leurs exploitations mais sans titre (82,8 pour cent au Sanguié).

La législation douanière du Burkina Faso n'impose aucune mesure restrictive à la sortie telle que l'imposition des taxes à l'exportation pour les oignons et autres fruits et légumes.

Le cadre institutionnel de la filière est caractérisé par un nombre élevé des structures publiques ou privées intervenant directement ou indirectement, dans la production, l'organisation ou la commercialisation. On peut citer le Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique (MAH), le Programme d'appui au développement local/ Comoé, Léraba, Kénédougou (PADL), la petite irrigation villageoise (PIV). On peut ajouter aussi, les appuis de l'AMVS sur le plan de la gestion de l'eau et de l'encadrement technique, l'INERA pour les conseils dans l'application en semences et des nouvelles techniques de production, NANKOSEM pour les approvisionnements des semences, SAPHYTO pour l'approvisionnement en produits phytosanitaires. Le PAFASP intervient également, en faveur de la filière oignon, l'une des filières identifiées par la structure comme filière porteuse.

Au niveau de la recherche, il existe quelques structures qui appuient la filière, mais la principale structure est le CNRST qui mène des recherches au niveau des variétés, des attaques parasitaires, ainsi que sur la question de la conservation.

Au niveau du financement, la plupart du temps c'est sur fond propre des producteurs. Cependant, de nos jours on assiste à l'appui des micro-finances et des Banques. Selon la situation de référence du PAFASP, 31,8 pour cent des producteurs du Sanguié ont formulé une demande de crédit pour un investissement initial, 4,5 pour cent des producteurs demandant un crédit d'investissement le font sur emprunt bancaire contre 18,2 pour cent par emprunt micro finance et 77,3 pour cent par emprunt informel. Les raisons de l'abstention sont l'assurance de ne pas avoir le crédit demandé (59,1 pour cent), la non manifestation du besoin de crédit (38,6 pour cent) et la lourdeur administrative (2,3 pour cent).

DONNÉES NÉCESSAIRES, DESCRIPTION ET CALCUL DES INDICATEURS

La méthodologie utilisée dans cette approche est celle proposée par le projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA). Il s'agit d'une analyse des incitations et des pénalisations par les prix dans les filières concernées. Dans cette méthode, l'analyse part de la loi du prix unique de la théorie économique qui stipule que sur un marché concurrentiel, chaque bien a un prix et un seul. Cette loi ne joue que pour des biens homogènes, si l'information est parfaite (donc gratuite) et si les coûts de transaction sont nuls. Ainsi, l'analyse dans la présente étude sera faite pour des biens parfaitement homogènes (ou parfaitement substituables sur le marché local) en terme de qualité ou à défaut, pour des biens simplement comparables. Une analyse des incitations et pénalisations par les prix permettra grâce aux indicateurs calculés à partir des prix de référence et des prix observés, de voir si les prix s'établissent au profit ou au détriment des différents maillons de la filière.

STATUT D'ECHANGE DES PRODUITS

L'oignon bulbe est le principal produit de contre saison au Burkina Faso, il est produit dans toutes les régions du pays principalement dans la région du Nord (Ouahigouya) et du Centre Ouest (Koudougou). Compte tenu de la disponibilité des données nous étudierons la production de la région du centre-ouest. Le marché de Koudougou est considéré comme marché de gros et la province du Sanguié (Réo) est la principale zone de production de la région (DGPER 2008) elle est alors considérée comme zone de production. Le point de concurrence est le marché de gros d'Abidjan (Adjamé) en Côte d'Ivoire étant donné qu'il est le point de convergence des produits (oignon) des pays comme le Niger, les Pays Bas et celui du Burkina.

PRIX ETALONS

Observé

Le Burkina Faso est un exportateur net d'oignon sur la période 2006-2009 et importateur net sur les années 2005 et 2010 (voir tableau 6), le prix étalon sera alors le prix FOB pour les années 2006 à 2009 et le prix CAF pour les années 2005 et 2010. Etant donné que les données officielles posent des problèmes de cohérence, nous avons estimé les prix de références à partir d'autres sources d'enquête.

Pour les prix FOB, en 2010, l'enquête du projet *Agrobusiness and Trade Promotion* (ATP) a estimé le prix FOB à 606 USD/tonne soit 303 312FCFA. Ce qui nous a permis d'avoir son étalement sur la période d'exportation 2006-2009 en considérant le taux d'inflation du pays.

Tableau 7: Calcul du prix étalon

Année	2005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Index	100	102	102	113	116	116
Prix FOB						303 312
Prix FOB (estimé)		266 705	266 705	295 468	303 312	

Source : Nos calculs à partir de l'enquête ATP

Les prix CAF en 2005 et 2010 ont été obtenus à partir des prix grossiste⁷ de l'oignon à Niamey au Niger, auxquels les charges totales d'acheminement jusqu'à Kantchari (zone frontalière entre le Burkina et le Niger) sont ajoutées. Ces différentes charges sont le transport, les frais de routes, les différentes taxes, ainsi que la marge du grossiste.

Tableau 8: Calcul du prix CAF

	Charges	2005	2010
i	Coûts de transport (FCFA/tonne/km)	40	60
ii	Distance Kantchari (frontier Burkina Faso-Niger)- Niamey (km)	109	109
iii	Coûts de transport en FCFA/tonne (i*ii)	4 360	6540
iv	Manutention	2 000	2000
v	Taxes routières	500	500
vi	Frais de route	1 000	1000
vii	Taxes appliquées par le Niger sur l'oignon (5% du prix grossiste)	11 350	12 500
viii	Prix consommateur oignon en 2009 à Niamey	422220	465 000
ix	Ratio moyen prix consommateur/prix grossiste entre 2005 et 2007	1,86	1,86
x	Prix grossiste à Niamey (viii/ix)	227 000	250000*
xi	Marge grossiste (5% du prix grossiste)	11 350	12 500
xii	Prix CAF à la frontière (iii+iv+v+vi+vii+x+xi)	257560	285040

Source: nos calcul à partir de des données de prix du RESIMAO Niger et enquête ATP

* : Le prix grossiste en 2009 a été obtenu à partir du prix consommateur (465 000) et du ratio (1,86).

PRIX DOMESTIQUES

Il s'agit du prix sur le marché de Koudougou que nous considérons comme marché de gros au regard de l'affluence et de sa proximité avec les zones de grande production. Comme dit plus haut le premier trimestre de l'année est la période de forte production de l'oignon, ce qui fait le prix grossiste est la moyenne pondéré au cours de cette période. En 2010, le prix de l'oignon sur le marché de Koudougou s'élevait à 250,833 FCFA/kg en janvier, 189,318FCFA/kg en février et 164,474 FCFA/kg en mars ce qui donne une moyenne de 201,542FCFA/kg pour cette période où la production est fortement commercialisée. Pour les autres années le taux d'inflation a été appliqué avec 2005 comme année de base.

Tableau 9: Evolution du prix moyen au grossiste sur le marché de Koudougou de janvier à mars

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Index	100	102	102	113	116	116
Prix au grossiste	173 743	177 218	177 218	196 329	201 542	201 542

Source: enquête ATP sur le marché de Koudougou pour 2010

En 2008, le Burkina a réalisé le premier recensement agricole dont les résultats donnent 108 FCFA/kg le prix de l'oignon au producteur dans la zone de production de la province de Sanguié chef lieu Réo. L'étude de référence sur les filières du PAFASP a permis aussi de disposer des prix de la province de

⁷ Les prix grossistes ont été obtenus sur le site RESIMAO. Celui de l'année 2010 n'étant pas disponible, il a été calculé à partir du prix consommateur et du ratio moyen prix consommateur/prix grossiste entre 2005 et 2007.

Sanguié en 2006 et 2007. L'enquête maraichère de la DPSAA en 2005 a aussi permis d'avoir des prix au producteur pour la province concernée. Les prix des années 2009 et 2010 ont été obtenus par extrapolation.

L'examen des prix producteur montre que le prix de l'oignon a connu un accroissement important entre 2005 et 2006 (77%), passant de 61 000 FCFA la tonne à 108 500 FCFA la tonne. La tendance évolutive du prix a connu des fluctuations de bien moindre importance sur le reste de la période. La forte variation observée entre 2005 et 2006 s'explique en grande partie par le fait que la filière oignon était très peu organisée et ce au détriment des producteurs, qui du fait de la nature périssable du produit et de la difficulté de stockage, étaient quelque peu obligés de brader. À partir de l'année 2007, avec la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Filières Agro Sylvo Pastorales, la filière oignon a connu une meilleure organisation dans son circuit commerciale avec entre autres la construction de marchés d'oignon et d'infrastructures de stockage. Dès lors, les producteurs avaient une marge de manœuvre avec une plus grande possibilité de négocier les prix avec leurs principaux acheteurs.

Tableau 10: Evolution du prix moyen au producteur au Sanguié (Réo).

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Index				100	103	103
Prix au producteur	61 000	108 500	163 800	108 000	110 867	110 867

Source: DGPER, (2005 et 2008 (RGA, 2010)) et PAFASP (2006 et 2007)

TAUX DE CHANGE

Les exportations de l'oignon bulbe du Burkina sont principalement destinées aux pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire, qui est située dans la même zone monétaire. Le recours au taux de change n'est donc pas nécessaire pour le calcul des indicateurs.

COÛTS D'ACCÈS

Au point de compétition

L'exportation de l'oignon bulbe du Burkina Faso se fait principalement vers les pays voisins. Nous avons un circuit de commercialisation qui part de la province du Sanguié (Réo) jusqu'au marché de gros d'Abidjan considéré comme point de compétition, en passant par le marché de Koudougou. Le transport routier est le principal moyen utilisé pour le convoi de l'oignon vers la Côte d'Ivoire.

Puisque les années 2006 à 2009 sont des années d'exportation pour l'oignon au Burkina, les coûts d'accès au point de compétition constituent l'ensemble des charges entre Koudougou, le marché de gros et Niangoloko, la frontière entre la Côte d'Ivoire, et le Burkina. Toutes ces charges sont relatives aux frais de transport, à la manutention, ainsi que les procédures légales telles que la lettre de voiture et le certificat phytosanitaire. A ces charges il faut ajouter les frais illicites et la marge de l'exportateur estimée à 10 pour cent du prix grossiste.

Tableau 11: Coût d'accès au point de compétition entre 2006-2009 en FCFA pour une tonne

	Charges	2006	2007	2008	2009
I	Distance Koudougou Niangoloko	414	414	414	414
li	Coût de transport tonne kilométrique	44	44	49	50
lii	Coût de transport Koudougou Niangoloko [i*ii] par tonne	18216	18216	20286	20700
iv	Tracasseries liées au transport (Koudougou-Niangoloko)	296	296	296	296
v	Certificat phytosanitaires	500	500	500	500
vi	Manutention à Koudougou	2 083	2 083	2 083	2 083
vii	Lettre de voiture	208	208	208	208
viii	Prix grossiste	177218	177218	196329	201542
ix	Marge exportateur (10% du prix grossiste) [viii*10%]	17722	17722	19633	20154
x	Coût d'accès au grossiste [iii+iv+v+vi+vii+ix]	39025	39025	43006	43941

Source: auteurs

Pour les deux années 2005 et 2010, le Niger est le plus grand partenaire du Burkina pour l'importation de l'oignon bulbe. Le cout d'accès au point de compétition (marché de gros de Koudougou) est l'ensemble des charges telles que les frais illicites, la manutention, le transport routier entre Koudougou et Kantchari via Ouagadougou la capitale du Burkina Faso.

Tableau 12: coût d'accès au point de compétition entre en 2005 et 2010 en FCFA pour une tonne

	Charges	2005	2010
i	Distance Kantchari-Ouagadougou	376	376
ii	Coût de transport tonne kilométrique	43	52
iii	Coût de transport Kantchari- Ouagadougou (i*ii)	16168	19552
iv	Distance Ouagadougou –Koudougou	138	138
v	Coût deTransport Ouagadougou –Koudougou (iv * ii)	5934	7176
vi	Frais illégaux	269	269
vii	Manutention Ouagadougou	2083	2083
viii	Certificat phytosanitaires	500	500
ix	Entreposage à Ouagadougou	2083	2083
x	Prix grossiste	173 743	201 542
xi	Marge grossiste (10% du prix grossiste)	17 374	20 154
xii	Couts d'accès (iii+v+vi+vii+viii+ix+xi)	44 411	51 817

Source: auteurs

Au producteur

Les coûts d'accès au producteur concernent les frais liés à l'acheminement de l'oignon depuis Réo (zone de production) jusqu'au marché de Koudougou. Le coût d'accès au producteur est égal aux frais de transport augmentés des frais d'approche, de manutention, des frais illicites, plus la marge du grossiste estimée à 10 pour cent. Les différents frais sont calculés à partir de la structure du prix grossiste⁸.

Tableau 13: coût d'accès au producteur entre 2005-2010 en FCFA pour une tonne

	Charges	2005	2006	2007	2008	2009	2010
i	Index	100	102	102	113	116	116
ii	Manutention	2259	2304	2304	2552	2620	2620
iii	Distance Koudougou-Réo	15	15	15	15	15	15
iv	Frais de transport tonne kilométrique	43	44	44	49	50	52
v	Transport routier	645	660	660	735	750	780
vi	Frais d'approches	3301	3367	3367	3730	3829	3829
vii	Prix producteur	61000	108500	163800	108000	110867	110867
viii	Marge grossiste (10% du prix producteur)	6100	10850	16380	10800	11087	11087
ix	Coût d'accès au producteur [ii+v+vi+viii]	12305	17181	22711	17817	18286	18316

Source: auteurs

Les coûts d'accès ajustés

Au point de compétition

Les coûts d'accès ajustés sont obtenus en déduisant des coûts d'accès observés, les frais illicites et la marge bénéficiaire excessive du grossiste.

Tableau 14: coût d'accès ajustés au point de compétition entre 2006-2009 en FCFA pour une tonne

	Charges	2006	2007	2008	2009
i	Distance Koudougou Niangoloko	414	414	414	414
ii	Coût de transport tonne kilométrique	25	25	28	28
iii	Coût de transport Koudougou Niangoloko [i*ii]	10350	10350	11592	11592
iv	Certificat phytosanitaires	500	500	500	500
v	Manutention à Koudougou	2 083	2 083	2 083	2 083
vi	Lettre de voiture	208	208	208	208
vii	Prix grossiste	177218	177218	196329	201542
viii	Marge exportateur (5% du prix grossiste) [vii*5%]	8861	8861	9816	10077
ix	Coût d'accès ajusté au grossiste [iii+iv+v+vi+viii]	22 002	22 002	24 199	24460

Source: auteurs

Le calcul des coûts d'accès ajustés en 2005 et 2010 se fait également de la même façon.

⁸ Analyse des chaînes de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales : bétail/viande, volaille, oignon et mangue publié en 2011.

Tableau 15: coût d'accès ajusté au point de compétition en 2005 et 2010 en FCFA pour une tonne

	Charges	2005	2010
i	Distance Kantchari-Ouagadougou	376	376
ii	Coût de transport tonne kilométrique	25	28
iii	Coût de transport Kantchari- Ouagadougou	9400	10528
iv	Distance Ouagadougou -Koudougou	138	138
v	Coût deTransport Ouagadougou -Koudougou	3450	3864
vi	Manutention Ouagadougou	2083	2083
vii	Certificat phytosanitaires	500	500
viii	Entreposage à Ouagadougou	2083	2083
ix	Prix grossiste	173 743	201 542
x	Marge grossiste (5% du prix grossiste)	8687	10077
xi	Couts d'accès ajusté (iii+v+vi+vii+viii+iv)	26 203	29 135

Source: Auteurs

Coût d'accès ajustés au producteur

Les couts d'accès ajustés ont été obtenus en ôtant des couts d'accès observés des couts d'approches que nous pensons alourdir les chaines. Aussi, on suppose que la marge du grossiste passe de 10 à 5 pour cent pour plus d'efficience.

Tableau 16: coût d'accès ajusté au producteur entre 2005-2010 en FCFA pour une tonne

	Charges	2005	2006	2007	2008	2009	2010
i	Index	100	102	102	113	116	116
ii	Manutention	2259	2304	2304	2552	2620	2620
iii	Distance Koudougou-Réo	15	15	15	15	15	15
iv	Frais de transport tonne kilométrique	43	44	44	49	50	52
v	Transport routier	645	660	660	735	750	780
vi	Prix producteur	61000	108500	163800	108000	110867	110867
vii	Marge grossiste (10% du prix portducteur)	6100	10850	16380	10800	11087	11087
viii	Coût d'accès ajusté au producteur [ii+v+vii]	9 004	13 814	19 344	14 087	14 457	14 487

Source: auteurs

EXTERNALITÉS

Pour le moment nous avons considéré une absence d'externalités du fait de la difficulté à pouvoir les quantifier. Cependant, une investigation sera faite afin de mieux analyser les incitations ou pénalisations des politiques agricoles et alimentaires les années à venir. Par exemple au niveau du maraichage, il y a une pollution des plans d'eau à travers l'utilisation des produits de traitement que l'on pourrait prendre en compte pour les prochaines recherches.

AJUSTEMENTS QUANTITÉ ET QUALITÉ

Il ressort que les pertes peuvent atteindre 10 pour cent au niveau du grossiste du fait de la conservation. Ainsi nous appliquons un coefficient de 0.90 au niveau du coefficient d'ajustement quantité grossiste-frontière quand il s'agit des exportations. Au niveau des importations comme il

s'agit de l'oignon nigérien ou hollandais, le coefficient reste 1 pourvu que les oignons soient dans de bonnes conditions de conservation.

VUE D' ENSEMBLE DES DONNEES

Les sources des données utilisées ainsi que les ajustements qui y sont apportés pour permettre le calcul des indicateurs sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 17: Sources des données pour le calcul des indicateurs

		<i>Description</i>	
<i>Concept</i>		<i>Observées</i>	<i>Ajustées</i>
Prix étalon		Prix FOB en 2010 de l'enquête du projet Agrobusiness and Trade Promotion (ATP) estimée par extrapolation pour les années 2006 à 2009. Les prix CAF pour 2005 et 2010 ont été obtenus à partir des prix grossiste (RESIMAO) de l'oignon à Niamey, auxquels les charges totales d'acheminement jusqu'à Kantchari (zone frontalière entre le Burkina et le Niger) sont ajoutées.	N.A.
Prix au niveau du grossiste		Moyenne des prix de l'oignon bulbe à koudougou entre janvier et mars pour l'année 2010 (collectés lors d'une enquête). Les prix des autres années ont été obtenus par extrapolation.	N.A.
Prix au producteur		Prix 2005 de l'oignon à Réo (collecté lors de l'enquête sur le maraichage de la DGPER en 2005) ; prix 2006 et 2007 de l'oignon toujours à Réo collecté par le PAFASP ; prix 2008 dans la même zone collecté au cours du recensement général de l'agriculture en 2008. Les prix 2009 et 2010 ont été obtenus par extrapolation.	N.A.
Taux de change		Les flux externes de l'oignon considérés se limitent dans la zone franc CFA	NA
Coût d'accès grossiste - frontière (point de compétition)		Pour les années 2006 à 2009, ensemble des charges entre Koudougou le marché de gros et Niangoloko la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina. Toutes ces charges sont relatives aux frais de transport, à la manutention, ainsi que les procédures légales telles que la lettre de voiture et le certificat phytosanitaire (enquête ATP). A ces charges il faut ajouter les frais illicites (observatoire des pratiques anormales) et la marge de l'exportateur estimée à 10 pour cent du prix grossiste. Pour les années 2005 et 2010, ensemble des charges telles que les frais illicites, la manutention, le transport routier entre Koudougou et Kantchari via Ouagadougou	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente : - Les coûts d'accès sont ajustés pour déduire les frais illicites - La marge commerciale est estimée à 5 pour cent du prix grossiste au lieu de 10. - Les coûts de transport ont été ramenés à une valeur inférieure dépourvue des distorsions (Banque Mondiale)
Coût d'accès producteur – grossiste		Frais de transport augmentés des frais d'approche (PAFASP), de manutention, des frais illicites, plus la marge du grossiste estimée à 10 pour cent. Les différents frais sont calculés à partir de la structure du prix grossiste	Pour refléter le fonctionnement d'une filière plus efficiente, les tracasseries (ou frais illicites) sont supposées absentes et la marge commerciale est estimée à 5 pour cent au lieu de 10.
Ajustement QT	Front – Gros	Coefficient de 0.90 pour refléter la perte de 10 pour cent au niveau grossiste pendant les exportations (2006-2009). Pas d'ajustement pour les années d'importation 2005 et 2010.	N.A.
	Gros – Prod	N.A.	N.A.
Ajustement QL	Front – Gros	N.A.	N.A.
	Gros – Prod	N.A.	N.A.

Les données utilisées pour les calculs des indicateurs et leur interprétation sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 18: Valeurs des données pour le calcul des indicateurs

			2005	2006	2007	2008	2009	2010
DONNEES	<i>Unité</i>	<i>Symbol</i>	<i>m</i>	<i>x</i>	<i>x</i>	<i>x</i>	<i>x</i>	<i>m</i>
Prix étalon								
<i>Observé</i>	FCFA/TON	$P_{b(int\$)}$	257 560	266 705	266 705	295 468	303 312	285 040
<i>Alternatif</i>	FCFA/TON	P_{ba}						
Taux de change								
<i>Observé</i>	FCFA/USD	ER_o	1	1	1	1	1	1
<i>Alternatif</i>	FCFA/USD	ER_a						
Coûts d'accès au point de compétition								
<i>Observés</i>	FCFA/TON	ACO_{wh}	44411	39025	39025	43006	43941	51817
<i>Alternatifs</i>	FCFA/TON	ACa_{wh}	26 203	22 002	22 002	24 199	24 460	29 135
Prix au point de compétition	FCFA/TON	P_{dwh}	173 743	177 218	177 218	196 329	201 542	201 542
Coûts d'accès au producteur								
<i>Observés</i>	FCFA/TON	ACO_{fg}	12305	17181	22711	17817	18286	18316
<i>Alternatifs</i>	FCFA/TON	ACa_{fg}	9 004	13 814	19 344	14 087	14 457	14 487
Prix au producteur	FCFA/TON	P_{dfg}	61 000	108 500	163 800	108 000	110 867	110 867
Externalités associées a la production	FCFA/TON	E						
Budget et autres transferts liés a la production	FCFA/TON	BOT						
Coefficient d'ajustement quantité (frontière - point de compétition)	Fraction	QT_{wh}		0,90	0,90	0,90	0,90	
Coefficient d'ajustement qualité (frontière - point de compétition)	Fraction	QL_{wh}						
Coefficient d'ajustement quantité Point de compétition - producteur)	Fraction	QT_{fg}						
Coefficient d'ajustement qualité (point de compétition - producteur)	Fraction	QL_{fg}						

CALCUL DES INDICATEURS

Les indicateurs et la méthodologie de calcul utilisés sont décrits dans l'Encadré 1. Une description détaillée de ces calculs et les données nécessaires sont disponibles sur le site web du projet SPAAA ou en cliquant [ici](#).

Encadré 1: INDICATEURS DE POLITIQUES DU PROJET SPAAA

L'analyse du projet SPAAA utilise quatre mesures d'incitations et pénalisations du marché. Tout d'abord, il y a deux taux de protection nominaux observés au niveau des producteurs et des grossistes. Cela permet de comparer les prix observés aux prix d'achat de référence des interventions politiques intérieures.

Les prix de références sont calculés à partir d'un prix étalon, comme par exemple le prix à l'importation ou à l'exportation exprimé en monnaie locale, et ramenés aux niveaux des producteurs et des grossistes avec des ajustements pour la qualité, les diminutions, les pertes et les coûts d'accès au marché.

Premièrement, les **taux nominaux de protection observés (NRPo)** mesurent l'écart de prix entre le prix du marché intérieur et le prix de référence divisé par le prix de référence aux niveaux producteur et grossiste:

$$NRPo_{fg} = (P_{fg} - RPo_{fg})/RPo_{fg}; \quad NRPo_{wh} = (P_{wh} - RPo_{wh})/RPo_{wh};$$

Les NRPo capturent toutes les politiques commerciales et intérieures ainsi que tous les autres facteurs qui ont un impact sur les incitations et les pénalisations pour le producteur. Les NRPo aident à identifier comment distribuer les incitations et les pénalisations sur la chaîne du marché du produit.

Deuxièmement, les **taux nominaux de protection ajustés (NRPa)** par lesquels les prix de référence sont ajustés pour éliminer les distorsions rencontrées dans des pays en développement parmi les chaînes d'approvisionnement des marchés. Les équations pour estimer les taux ajustés de protection suivent toutefois le même cadre général:

$$NRPa_{fg} = (P_{fg} - RPa_{fg})/RPa_{fg}; \quad NRPa_{wh} = (P_{wh} - RPa_{wh})/RPa_{wh};$$

Le projet SPAAA analyse les écarts du développement des marchés causés par le pouvoir des marchés, les distorsions des taux de change et les coûts excessifs des marchés intérieurs qui, ajoutés aux NRPo, génèrent les indicateurs NRPa. La comparaison de ces différents taux de protection permet d'identifier là où les écarts de développement des marchés peuvent être rencontrés et réduits.

Les indicateurs utilisés sont les taux nominaux de protection, les taux de protection observés, les écarts de prix observés, les écarts de prix de parité et le taux d'assistance nominal.

Table 19: SPAAA, écarts de prix pour l'oignon au Burkina Faso 2005-2010 (FCFA/tonne)

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Statut de l'échange	m	x	x	x	x	m
Écart de prix observé au grossiste	(128,228.00)	(23,792)	(23,792)	(26,586)	(27,498)	(135,315)
Écart de prix ajusté au grossiste	(110,020.00)	(40,815)	(40,815)	(45,393)	(46,979)	(112,633)
Écart de prix observé au producteur	(228,666.00)	(75,329)	(14,499)	(97,098)	(99,887)	(207,674)
Écart de prix ajusté au producteur	(213,759.00)	(95,719)	(34,889)	(119,635)	(123,197)	(188,821)

Source: nos calculs à partir de données décrites ci-dessus

Table 20: taux nominaux de protection (NRP) pour l'oignon en au Burkina Faso 2005-2010 (%)

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Statut de l'échange	m	x	x	x	x	m
Taux nominal de protection observé au grossiste	-42.46%	-11.84%	-11.84%	-11.93%	-12.01%	-40.17%
Taux nominal de protection ajusté au grossiste	-38.77%	-18.72%	-18.72%	-18.78%	-18.90%	-35.85%
Taux nominal de protection observé au producteur	-78.94%	-40.98%	-8.13%	-47.34%	-47.40%	-65.20%
Taux nominal de protection ajusté au producteur	-77.80%	-46.87%	-17.56%	-52.56%	-52.63%	-63.01%
Taux d'assistance nominal observé au producteur	-78.94%	-40.98%	-8.13%	-47.34%	-47.40%	-65.20%
Taux d'assistance nominal ajusté au producteur	-77.80%	-46.87%	-17.56%	-52.56%	-52.63%	-63.01%

Source: nos calculs à partir de données décrites ci-dessus

Table 21: écarts de développement des marchés pour l'oignon au Burkina Faso 2005-2010 (FCFA/tonne)

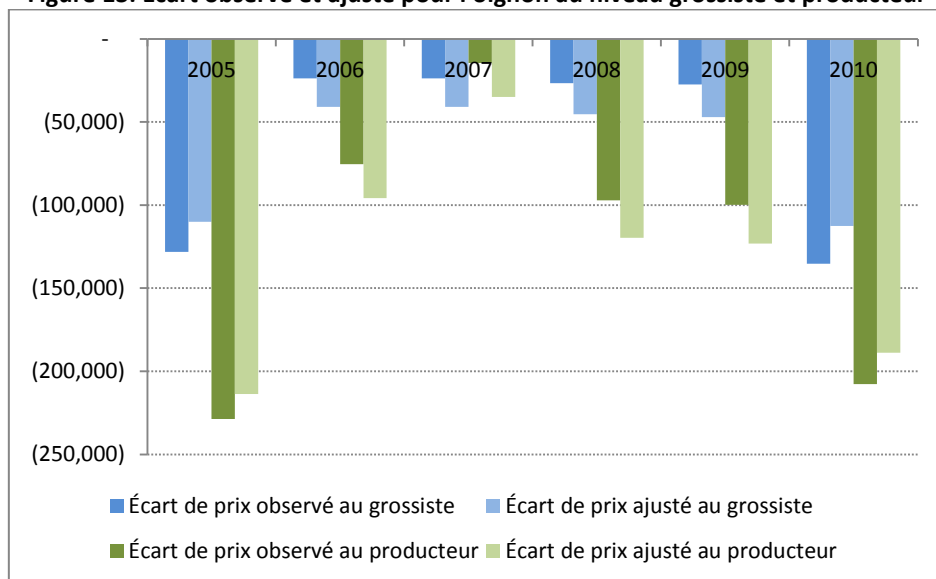
Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Statut de l'échange	m	x	x	x	x	m
Écart de marché international	-	-	-	-	-	-
Écart de politique de change	-	-	-	-	-	-
Écart des coûts d'accès au point de compétition	18 208	(17 023)	(17 023)	(18 807)	(19 481)	22 682
Écart des coûts d'accès au producteur	(3 301.00)	(3 367)	(3 367)	(3 730)	(3 829)	(3 829)
Écart d'externalité	-	-	-	-	-	-

Source: nos calculs à partir de données décrites ci-dessus.

ANALYSE DES INDICATEURS ET INTERPRÉTATIONS

L'analyse des incitations et pénalisations par les prix est basée sur le concept des coûts d'opportunité. Ainsi, l'idée principale résultant de cette analyse consiste à montrer que l'incidence des différentes politiques peut être évaluée dans la mesure où les prix domestiques divergent de ceux auxquels les agents de la filière ont droit, vu la considération du produit sur le marché international. Cependant, le principal défi réside en l'analyse des indicateurs obtenus grâce à une lecture éclairée par le contexte politique et ainsi mettre en relation les informations sur le contexte politique tant général que spécifique et les indicateurs obtenus.

Figure 13: Ecart observé et ajusté pour l'oignon au niveau grossiste et producteur



Source: nos calculs

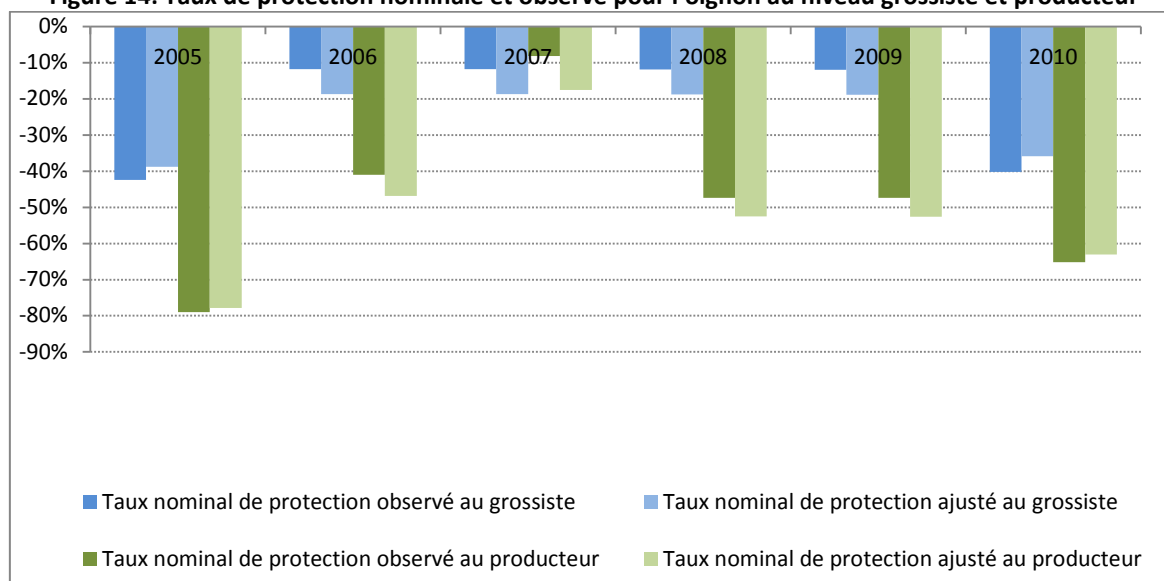
Sur la période 2005-2010, l'on constate que les producteurs ainsi que les grossistes (exportateurs et importateurs) subissent les mêmes effets en matière de mesures de politiques et sont tous pénalisés. En effet, les différents écarts de protections sont négatifs, ce qui implique que les deux types d'acteurs reçoivent des prix en deçà des prix de référence, c'est-à-dire les prix qu'ils recevraient en l'absence de toute mesure. Etant donné qu'il n'y a pas de mesure spécifique les écarts de prix négatifs sont dus aux écarts de développement des marchés qui ne favorisent pas une redistribution équitables aux acteurs (producteurs et grossistes) de la chaîne de valeur oignon du Burkina Faso.

Les années 2005 et 2010 qui ont été des années d'importation de l'oignon au Burkina ont particulièrement été défavorables, tant pour les producteurs que pour les grossistes qui ont tous enregistré les niveaux de pénalisation les plus importants sur la période indiquée, avec un niveau de pénalisation plus prononcé pour les producteurs que pour les grossistes.

La période 2006-2009 qui a été une période d'exportation de l'oignon au Burkina Faso a été moins défavorable aux acteurs avec des niveaux de pénalisation moins importants. On pourrait alors conclure que l'oignon au Burkina Faso se situe dans un environnement politique agricole plus favorable à l'exportation qu'à l'importation.

Bien que les écarts de protection absolue semblent fournir les mêmes effets pour les deux types d'acteurs, on peut se demander si c'est réellement le cas.

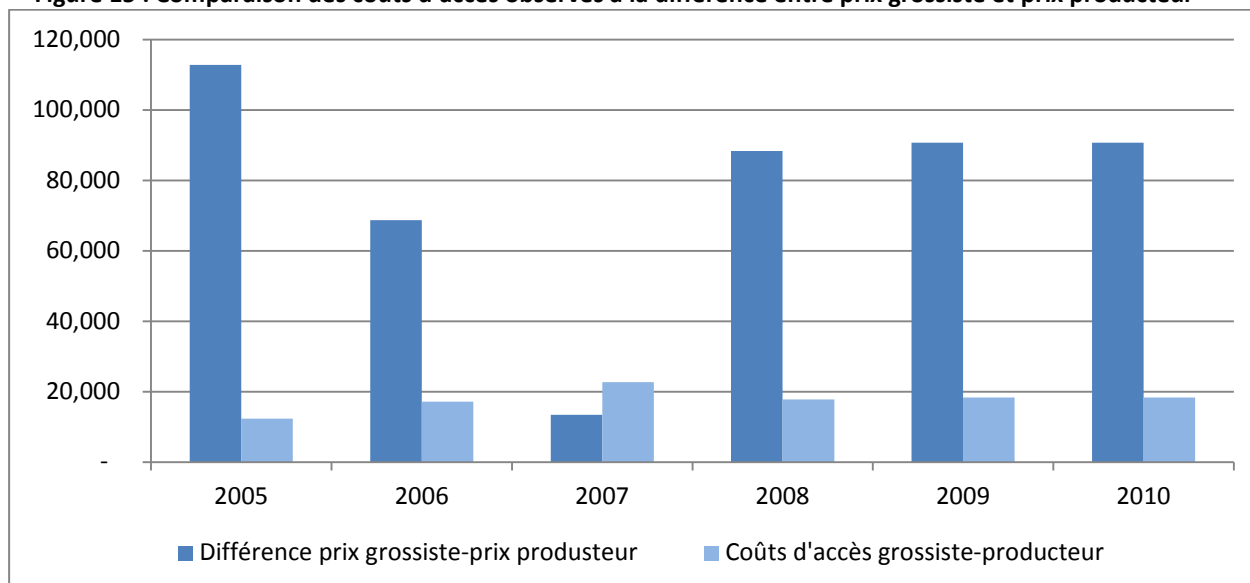
Figure 14: Taux de protection nominale et observé pour l'oignon au niveau grossiste et producteur



Source: nos calculs

L'interprétation des taux de protection et des écarts de protection négatifs entre 2005 et 2010, nous montre que les producteurs et les grossistes ne sont pas soutenus par l'environnement politique global. Tout comme les écarts de protection, les taux de pénalisation sont beaucoup plus accentués au niveau des producteurs qu'au niveau des grossistes, à l'exception de l'année 2007 au cours de laquelle les producteurs, de façon exceptionnelle ont reçu une rémunération qui se rapproche du niveau de référence, bien qu'insuffisant. Cette forte pénalisation des producteurs comparativement à celle des grossistes s'explique par le fait que la situation actuelle du marché local de l'oignon est caractérisée par un seul cycle de production de l'oignon qui s'étale de Novembre à Janvier avec des périodes de récolte qui s'arrêtent entre Mars et Avril. Cette saisonnalité dans la production de l'oignon combinée à la faiblesse des infrastructures de conservation de l'oignon, limite la disponibilité du produit tout au long de l'année. Pendant les périodes de pic l'oignon du Burkina est souvent exporté vers les pays voisins et du fait des difficultés de conservation, les prix proposés sont parfois dérisoires au point d'être parfois largement en deçà des prix de référence. Il ressort une déconnexion entre les marchés de gros et de production liée à la faible capacité de négociation des prix par les producteurs. Comme le montre la Figure 15 ci-dessous, les écarts entre les prix producteurs et les prix grossistes sont très élevés, pouvant aller à près de 10 fois la valeur des coûts d'accès (cas de l'année 2005 au cours de laquelle les coûts d'accès étaient de 12 305 FCFA contre 112 743 FCFA pour la différence entre les prix grossiste et producteur).

Figure 15 : Comparaison des coûts d'accès observés à la différence entre prix grossiste et prix producteur



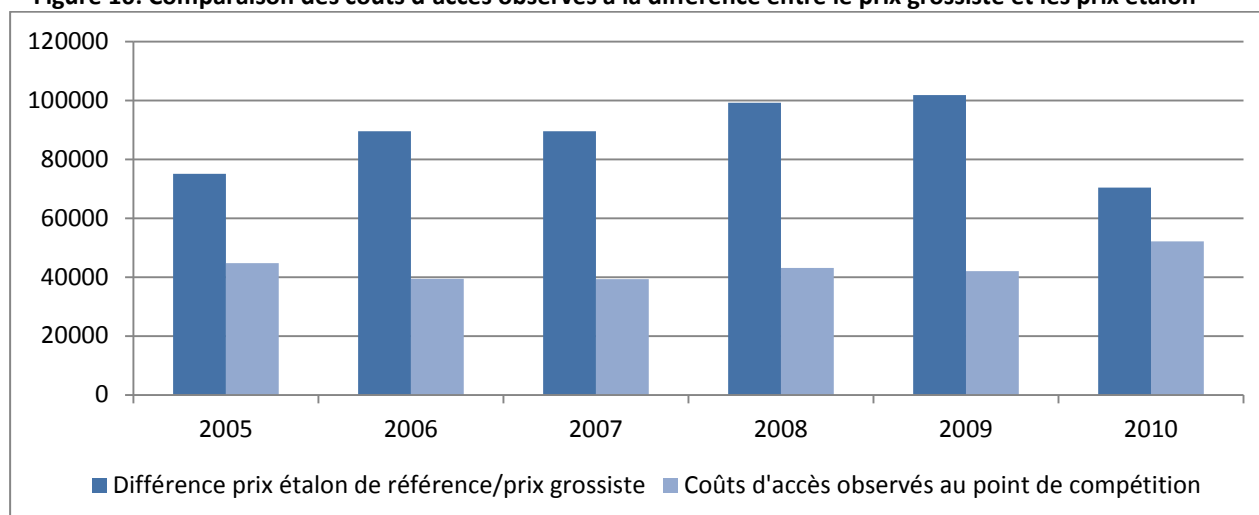
Les taux de protection aussi importants enregistrés en 2005 et 2010, sont dus au fait qu'en plus de l'environnement politique non favorable⁹ aux importations d'oignons, ces dernières rentrent en compétition immédiate avec l'oignon local, ces produits étant parfaitement substituables au niveau du consommateur. Aussi, la faiblesse des infrastructures de conservation de l'oignon après la récolte contraint les producteurs à vendre rapidement leur production bord champ (à des prix généralement faibles). Cette situation est pénalisante pour les producteurs, car les prix d'achat sont imposés par les commerçants qui contrôlent l'évolution des prix de l'oignon sur le marché local.

Comme il a été dit plus haut, l'oignon exporté en Côte d'Ivoire rentre également en compétition avec l'oignon nigérien, dont les acteurs ont une bien meilleure maîtrise de la production et de la commercialisation par rapport aux acteurs burkinabè. La pénalisation observée au cours de la période d'exportation (2006-2009) trouverait donc son explication à cette faiblesse relative dans la maîtrise des techniques de production et de commercialisation.

Les commerçants exportateurs aussi bien que les importateurs reçoivent des prix inférieurs à ceux qu'ils devraient recevoir dans une situation de référence, du fait du manque de maîtrise du circuit de commercialisation externe et de leur déconnexion au marché sous régional comme l'indique la figure ci-dessous qui montre à quel point la différence entre les prix étalon de référence et le prix grossiste est largement au dessus des coûts d'accès au point de compétition.

⁹ Les charges douanières imposées aux produits importés.

Figure 16: Comparaison des coûts d'accès observés à la différence entre le prix grossiste et les prix étron



Source: auteurs

On note cependant que le niveau de pénalisation enregistré au cours de la période 2006-2009 (période d'exportation) est moins important que les niveaux enregistrés en 2005 et 2010 (années d'importation). Cette situation s'explique par plusieurs raisons:

- d'abord, au niveau de la législation douanière du Burkina Faso, la politique fiscale sur les exportations semblerait constituer une mesure d'encouragement des exportations des oignons, dans le cadre global de la promotion des fruits et légumes avec l'absence de taxes d'exportations;
- ensuite, avec l'avènement du Projet d'appui aux filières agro sylvo pastorales (PAFASP), l'encadrement de la filière oignon a été une véritable réussite pour le Burkina Faso. En effet, les oignons sont facilement écoules sur les marchés d'oignons grossiste bien construits par le projet (le marché d'oignon de Koudougou est à moins d'un km du marché central). Une des difficultés de l'oignon étant sa périssabilité, l'existence d'un marché de gros facilite l'écoulement et garantit les producteurs d'oignons;
- en outre, un fait important au niveau de l'oignon ou du maraîchage est l'investissement individuel au niveau producteur. Ils n'attendent plus l'Etat, parce qu'ils sont conscients qu'il s'agit d'un produit de rente qui leur procurerait du revenu, ce qui facilite beaucoup l'investissement individuel. L'enquête du PAFASP en mars 2011, a montré que dans la plupart des cas, les producteurs sont financés sur fond propre. On assiste également de nos jours à l'appui des micro-finance et des Banques. Comme exemple, la SOCOMAD pour la campagne 2006-2007 a obtenu un financement de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) de l'ordre de 118 000 000 FCFA pour la campagne sèche et 50 000 000 F CFA pour la campagne humide. Ce financement qui couvre l'achat des semences, des engrais, de produits de traitement, achat de sacs d'emballage, du carburant et des pièces de rechange des centrales de pompage. Il est obtenu à un taux raisonnable de 12 pour cent remboursable après sept mois c'est-à-dire en une campagne et une seule échéance;

- par ailleurs, à travers la sécurisation foncière, les producteurs d'oignon seraient dotés d'une politique de production commerciale et peuvent prétendre à des agréments ou à des certifications de qualité. Les données de la situation de référence du PAFASP sur l'oignon montrent que 17.8 pour cent des producteurs sont propriétaires de leurs exploitations avec titre foncier pour la zone d'étude. Ce qui est largement supérieur au niveau des cultures permanentes à l'instar de l'arboriculture où moins de 3 pour cent des producteurs possèdent des titres fonciers selon le RGA 2008.

Toutes ces interventions, quand bien même elles ne sont pas arrivées à une protection effective des acteurs de la filière (producteurs et exportateurs), ont contribué à réduire leurs niveaux de pénalisations respectives.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

MESSAGE PRINCIPAL

L'analyse des incitations et pénalisations par les prix de l'oignon burkinabè nous révèle des inefficacités de marché qui peuvent s'expliquer d'une part, par la faiblesse des infrastructures de conservation de l'oignon pendant les périodes de pics. Cette situation entraîne des braderies de la production à la récolte et cela réduit la marge des producteurs (prix aux producteurs très faibles entre janvier et mars). D'autre part, du fait de la déconnexion des commerçants exportateurs et importateurs au marché régional, ceux-ci appliquent des prix grossistes assez faibles, dans le but de se prémunir de toute situation d'absence de compétitivité en Côte d'Ivoire où l'oignon nigérien est également exporté vers la Côte d'Ivoire.

Néanmoins, des potentialités existent pour promouvoir d'avantage la filière oignon au Burkina Faso. En effet, de nombreux projets comme le PAFASP qui soutiennent les acteurs¹⁰ de la filière oignon pour la construction de magasin de stockage, à l'encadrement des producteurs et des commerçants ont contribué à la protection de l'oignon local sur la période 2006-2010. Aussi, on assiste ces derniers temps à une meilleure organisation des acteurs de la filière oignon qui se traduit par la mise en place de l'interprofession oignon depuis 2011. L'existence d'une telle organisation dans la filière oignon devrait permettre aux acteurs de mieux définir des stratégies pour développer la filière oignon au Burkina Faso.

RECOMMANDATIONS

Cette étude a permis de comprendre qu'en dépit des efforts déjà consentis pour la promotion de la production et la commercialisation de la filière oignon (dans le cadre global de promotion de fruits et légumes), il y a un manque à gagner pour aboutir à une protection effective des acteurs de la filière. Au regard des conclusions qui ressortent les aspects suivants peuvent être pris en compte:

- développer des mécanismes de renforcement de capacités des producteurs, non seulement dans les systèmes de production et de traitement (en vue de réduire la propension de l'oignon à périr dans des délais courts) mais aussi dans la négociation avec les commerçants afin d'obtenir des prix rémunérateurs. Ce dernier point pourrait s'opérationnaliser par la fixation d'un prix plancher tout comme le cas du riz en 2008 et en 2009, sans entraver l'accessibilité des prix aux consommateurs;
- développer davantage la capacité de stockage de l'oignon afin d'éviter les effets de saisonnalité des prix dont souffrent les producteurs.
- mettre en place un système d'information sur les marchés accessible à tous les acteurs notamment aux grossistes, à l'instar du SIM pour le cas des marchés de céréales. Le but d'une telle mesure est d'assurer l'intégration des marchés au niveau national, et mieux encore, assurer une meilleure connexion des commerçants à la situation du marché sous régional;
- bien qu'il existe des dérogations à la faveur des fruits et légumes (dont l'oignon) en matière d'exportation, des politiques commerciales ciblées, de promotion à l'exportation devraient

¹⁰ Maillon production.

contribuer à améliorer la protection des commerçants et la balance commerciale du pays. En effet, compte tenu du fait que les opérations d'importation sont davantage plus pénalisantes que les exportations, une orientation politique de promotion à la production d'abord (afin d'atteindre un taux de couverture assez important) et à l'exportation ensuite serait un atout non négligeable pour l'ensemble de l'économie.

LIMITATIONS

La principale limite dans ces analyses est l'estimation et le calcul des prix FOB et CAF à partir des prix grossistes et des coûts d'accès. En effet, en dépit des efforts fournis pour utiliser les données des sources officielles (ONAC, Douane), on constate des écarts de prix important par rapport à la réalité des prix sur les marchés. D'autres par, grâce aux données de l'enquête ATP en 2010, on a pu disposer de données réelles sur le FOB et aussi sur les prix grossistes et des coûts d'accès au point de compétition, sur le marché de gros de l'oignon de Koudougou. Les prix FOB pour les années d'exportation (2006-2009) et les prix grossiste ont été extrapolés à partir des données de 2010 en prenant en compte les taux de d'inflation. L'intégration du taux d'inflation présente aussi des limitent car ceci ne reflète pas la dynamique au niveau des prix producteurs qui sont très volatile au cours d'une année. Le prix CAF quant 'à lui a été calculé à partir des données sur le marché de gros du Niger.

Par ailleurs, les résultats obtenus ne concernent que l'oignon exporté provenant de la zone de production de Réo dans la province du Sanguié et ne sauraient être étendus à l'ensemble du territoire.

BESOINS EN RECHERCHE APPROFONDIE

Analyse des mesures d'incitation/pénalisation avec d'autres marchés importants comme (Beguedo, Yako, Mogtedo) pour comparer avec les résultats de Koudougou.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- ONAC, (2011), Etude sur les marchés d'exportation des produits agricoles du Burkina Faso, Août 2010.
- 2- Ministère de l'économie et des finances, (2009), Document de stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2010-2015, Février 2009.
- 3- Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, document plan d'investissement du programme national du secteur rural, novembre 2010
- 4- DGPER, Rapport d'analyse du module maraîchage RGA 2005-2010, Août 2011.
- 5- DGPSA, Rapport d'analyse de la filière maraîchage au Burkina Faso, version du 1^{er} février 2008
- 6- D'Alessandro, S et Soumah A. decembre 2009. Evaluation sous régional de la chaine de valeur oignon/echalote en Afrique de l'Ouest, Bethesda, MD ; projet ATP, Abt Associate Inc.
- 7- PAFASP/CAPEs, Mars 2011. Analyse des chaines de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales : Betail viande, volaille, oignon et mangue
- 8- MAROU Zarafi, juillet 2009. Potentiel des nouveaux et anciens produits agricoles et forestiers du Sahel, cas du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal : conference régional d'échange sur la dynamique des marchés en Afrique de l'Ouest. Ex de l'oignon et du sésame.
- 9- CTA, CMA/AOC. Guide d'exportation de l'oignon en Afrique de l'Ouest et du Centre
- 10- CTA, ORFL/AOC. Guide d'exportation des fruits et legumes en Afrique de l'Ouest et du Centre.

ANNEXE I: METHODOLOGIE UTILISEE

Un guide sur la méthodologie utilisée par le projet SPAAA peut être téléchargé en cliquant [ici](#).

ANNEXE II: DONNEES ET CALCULS UTILISES DANS L'ANALYSE

DONNEES		Unité	Symbol	Année statut commercial	2005 m	2006 x	2007 x	2008 x	2009 x	2010 m	Notes
Prix étalon	Observé	FCFA/TON	P _{0(int)}		257,560	266,705	266,705	295,468	303,312	285,040	CIF Price
	Alternatif	FCFA/TON	P _{0a}								
Taux de change	Observé	CFA/USD	ER _c		1	1	1	1	1	1	
	Alternatif	CFA/USD	ER _a								
Coûts d'accès au point de compétition	Observés	CFA/TON	AC _{0,un}		44,411	39,025	39,025	43,006	43,941	51,817	
	Alternatifs	CFA/TON	AC _{a,un}		26,203	22,002	22,002	24,199	24,460	29,135	
Prix au point de compétition		CFA/TON	P _{0,un}		173,743	177,218	177,218	195,329	201,542	201,542	
Coûts d'accès au producteur	Observés	CFA/TON	AC _{0,p}		12,305	17,181	22,711	17,817	18,286	18,316	
	Alternatifs	CFA/TON	AC _{a,p}		9,004	13,814	19,344	14,087	14,457	14,487	
Prix au producteur		CFA/TON	P _{0,p}		61,000	108,500	163,800	108,000	110,867	110,867	
Externalités associées à la production		CFA/TON	E								
Budget et autres transferts liés à la production		CFA/TON	BOT								
Coefficient d'ajustement quantité (frontière - point de compétition)		Fraction	QT _{wh}		1.00	0.90	0.90	0.90	0.90	1.00	
Coefficient d'ajustement qualité (frontière - point de compétition)		Fraction	QL _{wh}		1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	
Coefficient d'ajustement quantité Point de compétition - producteur		Fraction	QT _p		1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	
Coefficient d'ajustement qualité (point de compétition - producteur)		Fraction	QL _p		1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	

PRIX CALCULÉS		Unité	Symbol	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Formula
Prix étalon en monnaie locale	Observé	CFA/TON	P _{0(occ)}	257,560.00	266,705.00	266,705.00	295,468.00	303,312.00	285,040.00	[1]*[2]
	Parité	CFA/TON	P _{0(occ)a}	257,560.00	266,705.00	266,705.00	295,468.00	303,312.00	285,040.00	[1]*[2]
Prix de référence grossiste	Observé	CFA/TON	RP _{0,un}	301,971.00	201,009.50	201,009.50	222,915.20	229,039.80	336,857.00	[(9)*[QTwh]*[QLwh]]+[3]
	Parité	CFA/TON	RP _{a,un}	283,763.00	218,032.50	218,032.50	241,722.20	248,520.80	314,175.00	[(10)*[QTwh]*[QLwh]]+[3b]
Prix de référence au producteur	Observé	CFA/TON	RP _{0,p}	289,666.00	183,828.50	178,298.50	205,098.20	210,753.80	318,541.00	[(11)*[QTfg]*[QLfg]]-[5]
	Parité	CFA/TON	RP _{a,p}	274,759.00	204,218.50	198,688.50	227,635.20	234,063.80	299,688.00	[(12)*[QTfg]*[QLfg]]-[5b]

INDICATEURS		Unité	Symbol	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Formula
Écart de prix au point de compétition	Observé	CFA/TON	PG _{0,un}	(128,228.00)	(23,792)	(23,792)	(26,586)	(27,498)	(135,315)	[4]-[11]
	Alternatif	CFA/TON	PG _{a,un}	(110,020.00)	(40,815)	(40,815)	(45,393)	(46,979)	(112,633)	[4]-[12]
Écart de prix au producteur	Observé	CFA/TON	PG _{0,p}	(228,666.00)	(75,329)	(14,499)	(97,098)	(99,887)	(207,674)	[6]-[13]
	Alternatif	CFA/TON	PG _{a,p}	(213,759.00)	(95,719)	(34,889)	(119,635)	(123,197)	(188,821)	[6]-[14]
Taux de protection au point de compétition	Observé	%	NRP _{0,un}	-42.46%	-11.84%	-11.84%	-11.93%	-12.01%	-40.17%	[15]/[11]
	Alternatif	%	NRP _{a,un}	-38.77%	-18.72%	-18.72%	-18.78%	-18.90%	-35.85%	[16]/[12]
Taux de protection au producteur	Observé	%	NRP _{0,p}	-78.94%	-40.98%	-8.13%	-47.34%	-47.40%	-65.20%	[17]/[13]
	Alternatif	%	NRP _{a,p}	-77.80%	-46.87%	-17.56%	-52.56%	-52.63%	-63.01%	[18]/[14]
Taux d'assistance nominal	Observé	%	NRA ₀	-78.94%	-40.98%	-8.13%	-47.34%	-47.40%	-65.20%	[(17)+[8]]/[13]
	Alternatif	%	NRA _a	-77.80%	-46.87%	-17.56%	-52.56%	-52.63%	-63.01%	[(18)+[8]]/[14]

Décomposition du PWAfg		Unité	Symbol	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Formula
Écart de marché international		CFA/TON	IRG	-	-	-	-	-	-	-
Écart de politique de change		CFA/TON	ERPG	-	-	-	-	-	-	-
Écart des coûts d'accès au point de compétition		CFA/TON	ACG _{0,un}	18,208.00	(17,023)	(17,023)	(18,807)	(19,481)	22,682	[3]-[3b]
Écart des coûts d'accès au producteur		CFA/TON	ACG _{0,p}	(3,301.00)	(3,367)	(3,367)	(3,730)	(3,829)	(3,829)	[5b]-[5]+((12)-[11])*(1-QTfg*QLfg))
Écart d'externalité		CFA/TON	EG	-	-	-	-	-	-	-



FOOD AND AGRICULTURE
ORGANIZATION OF
THE UNITED NATIONS



MAFAP
SPAAA

supported by the *Bill and Melinda Gates Foundation*